

LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Directeur : Charles RAPPOPORT

SOMMAIRE DU N° 17

<i>Le fascisme italien</i>	Ardito Rosso.
<i>Le mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis.</i>	Spectator.
<i>La tactique du Parti communiste allemand...</i>	L: Revo.
<i>Une leçon de stratégie révolutionnaire au Congrès de Moscou</i>	Ch. Rappoport.
<i>Le travail et l'émancipation de la femme.....</i>	Marthe Bigot.
<i>Le III^e Congrès de la II^e Internationale.</i>	
<i>A travers les livres</i>	G. Sorel.
<i>Nécrologie</i>	La Rédaction.

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

Chèque postal 308.04

PARIS (IX^e)

Tél. : Bergère 46-89

La Revue Communiste autorise la traduction et la reproduction de ses articles.

LA REVUE COMMUNISTE

Mensuelle

Directeur : Charles RAPPOPORT

17, Rue de la Grange-Batelière — Paris (IX^e)

TARIF DES ABONNEMENTS :

	<i>Un an</i>	<i>Six mois</i>	<i>Trois mois</i>
France : 25 fr.	13 fr.	7 fr.	
Etranger: 30	18	10	

La Vie Ouvrière

Administration et Rédaction :

96, Quai Jemmapes. — PARIS (X^e)

Téléphone : NORD 87-59.

ABONNEMENTS :

FRANCE			
Six mois....	5 francs	—	Un an.... 10 francs
EXTÉRIEUR			
Six mois....	6 francs	—	Un an.... 12 francs

AUX ABONNÉS

Le prochain numéro de la REVUE sera double. Il paraîtra dans le courant de septembre.

Nous invitons nos lecteurs qui auraient négligé de renouveler leur abonnement à nous envoyer sans tarder le montant de leur abonnement. En ne le faisant pas, ils s'exposeraient à ne recevoir le prochain numéro.

D'autre part, nous prions nos abonnés, à qui nous ferons présenter des cartes remboursement, de leur réserver bon accueil.

Le moyen le plus simple et le plus pratique de nous envoyer de l'argent, c'est de se servir du chèque postal. Demander au bureau de poste la formule Numéro 1418B.

Adresser tous les envois au nom de Ch. RAPPOPORT. Notre chèque porte le numéro 308.04-Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun changement d'adresse non accompagné de 0 fr. 75 en timbres-poste.

2^e année

N° 17

Juillet 1921

La Revue Communiste

LE FASCISME EN ITALIE

I

Il est intéressant de connaître les origines du Fascisme et de la question de Fiume en Italie pour comprendre le véritable caractère de ces manifestations, qui, à un point de vue particulier, peuvent être considérées comme une expression de la réaction internationale, mais qui ont aussi leurs côtés particuliers se rattachant à la situation particulière de l'Italie.

La position de l'Italie dans l'Internationale est typique. L'Italie, quoique appartenant à l'Entente victorieuse, quoique ayant avec celle-ci, remporté la victoire militaire, a dû supporter, sur le terrain économique et politique des conséquences aussi fatales que les peuples vaincus.

Du contraste entre la victoire militaire et la situation économique en Italie, naquit une puissante réaction, du côté des Masses prolétariennes, contre le régime bourgeois, mais aussi une exaspération nationaliste.

En fait, le fascisme italien a sa source, ses premières

racines dans cette expression de l'exacerbation nationaliste. En Italie, il y avait une grande masse d'éléments social-démocrates et petit bourgeois, qui voulaient la guerre et l'ont soutenue avec enthousiasme ; ils étaient plus wilsonistes que Wilson, ils croyaient au caractère révolutionnaire et démocratique de la guerre mondiale. Ces éléments, qui formaient la partie avancée des prétendus *Interventionnistes* se divisèrent après la fin de la guerre en deux courants : un de ces courants ayant à sa tête Bissolati, qui a compris l'injustice du traité de paix, a voulu renoncer aux exigences nationalistes démesurées ; il s'était prononcé contre l'annexion de la partie sud du Tyrol et de la Dalmatie (on a appelé ce courant celui des « *rinunziatarii* » (renonciateurs).

Une autre partie des « *Interventionnistes* », social-patriotes et ex-socialistes, sous la direction de Mussolini, le renégat, ancien chef révolutionnaire du Parti socialiste italien, se lança dans des revendications nationalistes démesurées, c'est cette partie qui a donné naissance au fascisme.

Ce courant fasciste, assez discret au début, forma de petits noyaux d'action et d'agitation — auxquels appartenait un groupe se composant des Nationalistes idéalistes les plus honorables, d'artistes futuristes avec d'Annunzio à leur tête, qui dirigeaient leur agitation contre la bourgeoisie neutraliste de Giolitti et de Nitti, l'accusait de ne pas savoir récolter les fruits de la victoire, le groupe de Mussolini luttait contre le Parti socialiste d'Italie, qui « par son défaitisme durant la guerre, et par sa propagande antimilitariste après l'armistice, a saboté la victoire et enlevé à l'Italie la force dont elle avait besoin, pour demander et obtenir de ses anciens alliés la reconnaissance de ses droits ».

A vrai dire, à ses débuts, le fascisme était assez limité ; ni le gouvernement, ni la classe capitaliste ne le prenaient au sérieux — aux élections de novembre 1919, Mussolini n'obtint dans toute la province de Milan que 4.000 voix. Le Fascisme commença à se développer avec l'affaire de Fiume lorsque d'Annunzio commandant une expédition de légionnaires et de fascistes, s'empara de Fiume au nom de

l'Italie. Cela valut au Fascisme la sympathie des nationalistes et montra aux plus intelligents des capitalistes et des réactionnaires, qu'il y avait dans le pays, en dehors du prolétariat et du socialisme, qui se trouvaient à cette période en plein développement une autre force agissante.

Grâce à l'affaire de Fiume, le fascisme a pu faire des progrès plus importants ; tandis que les idéalistes avec d'Annunzio se maintenaient à Fiume et s'y livraient au lyrisme nationaliste, l'autre groupe fasciste demeurait en Italie, utilisait la sympathie des nationalistes, se procurait l'argent qui était rassemblé pour Fiume et se servait de cette ville comme base de leur organisation pour l'armement des bandes fascistes, qui, plus tard devaient être déchaînées contre le prolétariat italien, pour leurs fins sanglantes, dans l'intérêt du capitalisme et du militarisme.

Jusqu'au printemps de l'année 1920, il ne s'agissait encore que d'un mouvement de groupes, car aucun élément de la grande masse ne s'assemblait autour du fascisme. Cependant, ces petits groupes pouvaient compter sur de légers succès dans toutes leurs actions, car, en fait, la masse italienne n'avait jamais été préparée et conduite à une action sérieuse à main armée. La masse italienne, en totalité, se rangeait autour du socialisme ou plus justement autour du bolchevisme ; tandis que la masse des intellectuels, des petits-bourgeois et des demi-prolétaires n'avait pas encore donné à leur force une direction politique bien définie.

II

La petite bourgeoisie, en face du mouvement socialiste et fasciste, était, en réalité, irrésolue, pour une longue période. Dans son sein se trouvaient des éléments, qui hésitaient entre le mouvement d'exacerbation nationale (Fascisme) et le grandiose mouvement bolchéviste, de même que la situation italienne balançait entre la « fumée » de la victoire et la misère économique.

La catégorie assez nombreuse des demi-prolétaires et des Intellectuels en Italie, eut, par suite de la guerre, à faire face au point de vue économique et politique à de grandes difficultés et endura de cruelles souffrances.

Le prolétariat avait trouvé après la guerre sa ligne politique — le Bolchévisme et son parti politique — le Parti socialiste. Le Prolétariat avait trouvé aussi son organisation économique, de sorte qu'il avait réussi à s'assurer un pouvoir politique aussi fort que l'organisation de la bourgeoisie était faible et un bien-être d'autant plus marqué que les industriels étaient forcés, par la peur, à accepter les revendications des travailleurs.

Il s'est produit, d'ailleurs, en Italie, un phénomène d'un caractère international : le prolétariat ouvrier et paysan se trouva dans une situation privilégiée par rapport à la classe moyenne, qui a dû subir tous les durs préjudices des consommateurs, alors qu'elle ne pouvait s'assurer une bonne situation, comme « travailleurs de l'esprit », une organisation économique et un Parti politique lui faisant défaut.

En Italie, dès les premiers temps, de forts groupes d'intellectuels, de demi-prolétaires, en particulier des réchappés de la guerre, conduits par la conviction sincère ou par la loi qui pousse la classe moyenne à se rapprocher toujours du Parti le plus fort, se sont ralliés au socialisme et étaient enclins à prendre part à une action révolutionnaire contre le régime capitaliste, qui a conduit aux malheurs de la guerre et à ses conséquences. Mais les organisations socialistes rejetèrent la plus grande partie de ces éléments : Le Parti socialiste d'Italie en vint même à susciter dans la masse un courant anti-intellectuel en particulier vis-à-vis de ceux qui avaient participé à la guerre, sans distinguer les profiteurs des victimes. La masse prolétarienne se tourna d'elle-même contre les mutilés de la guerre et dans sa haine contre les responsables de la guerre, elle mit ses victimes dans le même sac que les autres.

Repoussés par les organisations politiques socialistes et ne trouvant pas place dans les organisations économiques,

les éléments de la classe moyenne furent amenés par suite de la situation privilégiée dans laquelle se trouvaient les prolétaires, par rapport à eux, à donner crédit aux insinuations des ennemis de la classe ouvrière, d'après lesquelles la misère de la population, la cherté de vie, etc., étaient la conséquence des réclamations exagérées des travailleurs, des salaires trop élevés.

Du fait que le fascisme apparaissait comme un mouvement de révolte contre l'aristocratie ouvrière et contre les abus de la Social-démocratie opportuniste et utilitariste, il était propre à s'attirer de nombreux éléments de la classe moyenne. Les représentants du Parti socialiste d'Italie et en particulier ceux des organisations ouvrières, et des administrations communales et provinciales, agirent aussi de façon à justifier la révolte contre leur système dans les provinces qu'ils administraient (Bologne, Reggio-Emilia, Ferrara, etc.) ils avaient tout réglé selon un système de « camarillas », de faveurs et d'exploitation qui ne laissait rien à désirer au régime bourgeois.

Dans de telles conditions, les chefs du Fascisme, d'accord avec les représentants du nationalisme et des profiteurs de guerre italiens, avaient beau jeu pour leur propagande anti-prolétarienne, qui était faite au nom de la « grande » Italie, de la nécessité de donner aux anciens combattants le fruit de leur sacrifice et du devoir de sauver les consommateurs de la brutalité des producteurs.

D'autre part, le danger croissant de la situation italienne, qui apparut au suprême degré au gouvernement bourgeois, pendant l'occupation des usines par les métallurgistes, et de la terre par les paysans, força les capitalistes à approfondir les préparatifs du mouvement réactionnaire : l'heureuse issue de l'entreprise de Fiume et les premiers succès des groupes fascistes contribuèrent à convaincre le gouvernement et la classe capitaliste de l'avantage qu'il y avait à utiliser le fascisme pour la réaction illégale. Après avoir organisé les premières bandes à Fiume et à Milan, les fascistes déclenchèrent les premiers mouvements offensifs dans

les provinces où le terrain était le plus approprié, c'est-à-dire où la petite bourgeoisie était la plus opprimée, à Bologne et à Ferrare.

III

Le triomphe du fascisme apparut comme une force destructrice en face de la citadelle italienne socialiste maximaliste, comme un appareil de réaction sanglante contre la classe ouvrière déjà au moment où l'action se limitait à de petits groupes ; il progressa de plus en plus lorsque l'on vit avec quelle facilité on pouvait combattre les organisations ouvrières, que le révolutionnarisme italien n'était autre chose que de la phraséologie et que la masse n'était pas du tout préparée à une action révolutionnaire ou à une défensive révolutionnaire. Etant donné aussi les moyens puissants que le capitalisme mettait à la disposition des fascistes, en vertu des avantages assurés, de la facilité avec laquelle on agissait et on pouvait se venger des outrages essuyés de la part des socialistes et des ouvriers, de nombreux groupes de petits-bourgeois sans parti et déclassés adhèrent au fascisme.

Un facteur psychologique significatif contribua à arracher la masse de la classe moyenne à son hésitation entre le prolétariat de la guerre et la bourgeoisie, lorsque la débâcle du prolétariat et le triomphe de la réaction se manifesta ; l'énorme masse de la population italienne avait attendu et avait souhaité ardemment durant deux années, que les socialistes fassent la Révolution pour être libérée de l'angoisse constante et de l'instabilité de la situation ; la catégorie des demi-prolétaires et des petits-bourgeois qui souffraient, au plus haut degré de la crise du désordre de la production et de la consommation qui régnait en Italie, étaient les premiers à s'orienter vers le bolchévisme, pour y trouver un ordre meilleur. Aussitôt que l'on vit nettement que les socialistes italiens n'étaient bons qu'à faire un travail de désorganisation, mais n'étaient pas en état de mener un mouve-

ment révolutionnaire décisif, ni de créer un ordre nouveau, le nombre de ceux qui désiraient le rétablissement de l'ordre à tout prix, c'est-à-dire, même au prix de la réaction, s'accrut considérablement. Ce facteur psychologique et l'espoir d'améliorer la situation en rétablissant l'ordre, amena la classe moyenne italienne à soutenir le mouvement fasciste avec sa masse d'étudiants, d'officiers, d'employés et de fonctionnaires. Cette aide décida du triomphe soudain du fascisme. Des jeunes gens égarés, recherchant la gloire politique ainsi que des criminels avides de sang attirés par une haute solde, quelques chômeurs, que la faim conduisit au meurtre de leurs propres frères et enfin des ouvriers révoltés, à qui l'on fit croire qu'il était juste de combattre sans pitié contre les dirigeants de l'Union, contre les fonctionnaires des syndicats, qui avaient trompé et trahi la classe ouvrière, y contribuèrent.

En même temps que l'action fasciste s'étendait et triomphait, les éléments idéalistes s'en détachaient, surtout après la fin de l'entreprise de Fiume. A la fin de 1920, le gouvernement de Giolitti se tourna contre d'Annunzio et ses légionnaires fascistes, qui se proposaient d'accomplir une véritable Révolution au nom d'un nationalisme exacerbé ; il donna l'ordre aux troupes restées fidèles de combattre d'Annunzio. A ce moment, le bloc militariste bourgeois, en Italie, souffrit d'une crise sévère qui aurait bien pu être utilisée par le Parti du Prolétariat, mais là encore, le Parti socialiste d'Italie servit le gouvernement bourgeois par son caractère contre-révolutionnaire, tandis qu'il engageait le prolétariat à réclamer le rétablissement de l'ordre à Fiume.

Les fascistes d'Italie, sous la conduite de Mussolini, n'avaient pas seulement montré la neutralité la plus outragante envers les légionnaires de Fiume, à l'occasion de l'attaque du gouvernement, mais ils se servirent même de la défection des Fascistes « idéalistes » pour se consacrer uniquement à l'action anti-prolétarienne, pour évoquer en Italie un printemps atrocement sanglant.

IV

Le Fascisme, élément d'une nouvelle crise dans le bloc bourgeois. — L'utilisation du mouvement fasciste, de la réaction légale et illégale, aboutit, en Italie, dans la première moitié de l'année 1921 à une rude défaite du mouvement prolétarien, si bien que, maintenant, la classe capitaliste et le gouvernement bourgeois ont atteint le plus haut point du pouvoir militaire et politique.

Ceci n'a cependant pas, le moins du monde, apporté une solution à la crise économique ; au contraire, celle-ci s'est encore étendue et aggravée.

D'autre part, la bourgeoisie trouva une nouvelle forme de crise intérieure qui revêt déjà un aspect menaçant et apparaît très dangereuse, dans la façon même dont la classe capitaliste a atteint son triomphe et, il est vrai, dans le facteur de ce triomphe — le Fascisme.

Si le fascisme était soutenu, dirigé et alimenté par le grand capitalisme industriel et agraire, si le fascisme servait, dans toute son action, au capitalisme, il n'en reste pas moins qu'il était une forme d'organisation d'une couche sociale séparée du grand capitalisme, et une organisation de la petite bourgeoisie, du demi-prolétariat, des intellectuels, des déclassés et des chômeurs. Cette masse de la classe moyenne pouvait être amenée à un certain moment, à mener une lutte dans l'intérêt du grand capitalisme industriel et agraire, dans la pensée que cette lutte devait servir les intérêts de la petite bourgeoisie. Cependant, au-dessus des fluctuations et des illusions, le fait demeura que la petite bourgeoisie a des intérêts économiques et des aspirations politiques qui divergent, par leur nature même, de ceux du grand capitalisme industriel et agraire.

D'un autre côté, si à une époque antérieure, c'était une excellente affaire pour le grand capitalisme d'avoir recherché, obtenu et stimulé les forces actives et puissantes de la classe moyenne, il est invraisemblable qu'il puisse retenir

constamment à son service et dompter ces forces qu'il a déchaînées.

Au contraire, ces forces formidables, presque sauvages, qui se sont détachées du sein de la petite bourgeoisie et du demi-prolétariat, ont une tendance naturelle à aller au delà du point que leurs organisateurs intéressés auraient voulu leur fixer, plus exactement, à agir pour les intérêts matériels et économiques de leur classe — nous sommes Marxistes ! Nous avons maintenant, en Italie, la preuve éclatante des deux phénomènes précédents : les fascistes continuent à exercer leurs violences dans les directions les plus contraires et les plus singulières, bien que les capitalistes et le gouvernement cherchent à les refréner. Il faut dire que les fascistes ont aussi accompli des actions sanglantes contre le parti populaire (parti clérical), qui sans contredit est un parti de l'ordre.

Récemment, dans les plus grandes villes d'Italie, les fascistes ont engagé un mouvement contre la vie chère et ils exigeaient par la force, que les commerçants réduisent leurs prix de moitié. Le dessein des capitalistes perspicaces et du gouvernement est de refréner cette violence qui à la fin a des suites inattendues : en Italie, la consternation des commerçants à la suite des derniers exploits fascistes est extrême. Beaucoup de communistes d'Italie et non des moindres, expriment l'idée que les capitalistes et le gouvernement ne sont pas sincères lorsqu'ils parlent de refréner le mouvement fasciste, que les fascistes n'agissent contre les commerçants que par démagogie, afin de tromper la masse. Il est vrai que dans la presse communiste d'Italie, on a souvent exprimé l'opinion qu'on devait considérer le fascisme exclusivement comme l'organisation d'extrême-droite de l'organisation capitaliste. Cette opinion, d'après nous, fait montre non seulement d'une connaissance imparfaite de l'origine du fascisme, mais encore d'une estimation insuffisante de ses dernières actions. Disons d'abord que, si le fascisme était vraiment la partie la plus avancée de l'organisation capitaliste, il agirait dans le sens des in-

intérêts capitalistes non seulement sur le terrain économique, mais encore sur le terrain politique. C'est-à-dire que le fascisme aurait d'abord entrepris comme représentant le capitalisme, de s'emparer du pouvoir politique à l'aide de combinaisons parlementaires ou par des actions militaires. Cependant, le fascisme s'est séparé aussi, au point de vue politique, de par son caractère, des autres fractions de la bourgeoisie. Il a constitué un groupe parlementaire de trente-cinq députés, isolé même des nationalistes ; il ne semble pas que dans l'avenir il agisse autrement qu'il a agi jusqu'à maintenant et s'assure le pouvoir.

Sur le terrain économique, le fascisme italien conduit à des combats de rue qu'assurément, on ne peut considérer comme convenant parfaitement aux intérêts de la bourgeoisie.

En fait, même si par leurs agissements actuels, les fascistes ont l'intention de s'assurer la sympathie de la masse, la nouvelle activité des fascistes se poursuit dans le sens des intérêts matériels de la couche sociale qui a fourni au fascisme les éléments de son organisation, c'est-à-dire de la classe moyenne.

Il est logique que la classe moyenne, donc le fascisme, cherche à se soulever contre l'autorité de l'Etat et contre le grand capitalisme : la masse des demi-prolétaires croyait que le triomphe du fascisme et de la réaction mènerait à la solution de la crise économique, à la suppression des restrictions pour les consommateurs ; cependant, elle peut constater actuellement, que ces espoirs étaient illusoires et que le triomphe de la réaction n'a servi qu'au grand capitalisme.

C'est pourquoi les fascistes ont combattu jusqu'à maintenant si violemment les organisations rouges du prolétariat, parce qu'on leur avait fait croire que l'agitation des travailleurs était la cause de la crise économique et non son symptôme, ses conséquences. Aujourd'hui encore, en luttant contre la vie chère et les commerçants, ils commettent de nouveau, la faute de lutter contre le symptôme, contre

les conséquences du régime capitaliste et non contre sa base elle-même. Sans s'arrêter aux folies et aux desseins démagogiques des chefs, il faut constater un fait d'une grande importance, pour la marche de la crise révolutionnaire italienne, relatif à la nouvelle forme du mouvement fasciste et de la crise où elle a conduit le bloc bourgeois. On ne doit pas considérer le fascisme comme l'extrême-droite de l'organisation capitaliste italienne, mais comme une expression toute spéciale de la crise économique et de la crise spirituelle que l'Italie traverse actuellement. Nous devons examiner attentivement la crise dans laquelle le fascisme a précipité le bloc bourgeois et la décomposition complète dans laquelle il a placé les formes de l'Etat bourgeois, en tenant compte des causes et des expressions de cette crise ; guidé par la doctrine communiste, nous pourrions agir, avec une tactique appropriée, au sein de celle-ci, dans l'intérêt de la Révolution prolétarienne. Nos assertions apparaîtront encore plus évidentes lorsque nous examinerons la situation du prolétariat et du mouvement communiste en Italie en tenant compte des circonstances générales.

ARDITO ROSSO.

LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE aux États-Unis

Bien que la grande masse des travailleurs des Etats-Unis semble encore arriérée il y eut toujours néanmoins une minorité puissante qui, après le prolétariat russe et allemand, était la plus avancée du monde. Après la Russie et l'Allemagne, les Etats-Unis furent le premier grand pays qui eut un Parti communiste, organisé en septembre 1919, plus d'un an avant la constitution du Parti communiste français.

Les mêmes causes qui ont fait obstacle au développement du mouvement ouvrier, ont permis aussi la formation d'une élite devant suivre sans hésiter la route du communisme.

L'Amérique est un pays d'émigrés. Les capitalistes se sont servis des travailleurs étrangers pour maintenir bas le niveau des salaires, en les mettant en concurrence avec les travailleurs américains. C'est ce qui sema la division dans le camp des travailleurs et empêcha l'union de leurs forces. Les capitalistes ont aussi employé les nègres pour semer la haine des races et empêcher ainsi les travailleurs de trouver une solution dans la lutte de classes et non dans celle des races.

Mais d'un autre côté, c'est parmi ces mêmes étrangers que se rencontre cette puissante minorité qui fut la colonne vertébrale du « *Parti socialiste* » et du « *Parti socialiste Ouvrier* » avant qu'ils ne se révèlent des partis bourgeois ; ce sont eux qui furent aussi l'épine dorsale des I. W. W. et plus tard du « *Parti Communiste* ».

Ce furent ces travailleurs étrangers, ou tout au moins les plus intelligents d'entre eux, qui perdirent les premiers, leurs illusions sur la liberté et le bonheur aux Etats-Unis ; ce furent eux qui sentirent les premiers l'influence de la Révolution bolchevik russe.

Le Radicalisme aux Etats-Unis n'était pas simplement un produit de la Révolution russe. Bien auparavant existait le « *Socialist Labor Party* » (S. L. P.), qui, aujourd'hui, est pratiquement inexistant et est tout comme le « *Socialist Party* », une organisation contre-révolutionnaire ; à une certaine époque il comptait parmi ses membres les marxistes les plus avancés. Le S. L. P. se forma contre la Fédération Américaine du Travail (American Fédération of Labor, A. F. L.). Son leader spirituel était *Daniel de Léon* qui, encore qu'il y eut de graves lacunes dans sa doctrine, encourageait au moins l'étude de Karl Marx et des doctrines socialistes révolutionnaires. Ce fut du vieux S. L. P. que plus tard sorti-

rent les leaders du mouvement de gauche du Parti socialiste, et plus tard du « *Parti communiste* ».

Mais aujourd'hui, cependant, le S. L. P. en est au même point que le *Parti socialiste*. Tous deux ont chassé de leur sein les éléments révolutionnaires ; tous deux sont discrédités aux yeux de la partie consciente de la classe ouvrière, et réduits à l'impuissance.

Le Parti socialiste a eu des hauts et des bas. Il était en train de devenir un parti puissant quand, en 1908, il adopta une motion contre l'action directe. C'était une attaque des leaders réactionnaires contre les doctrines révolutionnaires des I. W. W. qui s'étaient constitués en 1905 et gagnaient des adhérents jusque dans les rangs du « *Parti socialiste* ». Des milliers de membres quittèrent le Parti, à cause de cette résolution. Mais, avec le temps, les forces qui avaient quitté le Parti socialiste lui revinrent à nouveau, il redevenait un Parti puissant. En 1912 il recueillait environ 1 million de voix pour son candidat à la présidence, *Eugène Debs*, qui aujourd'hui a perdu toute sa popularité d'antan.

La puissance du parti atteignit son apogée, aussitôt après l'adoption du Manifeste de Saint-Louis en 1917, qui dénonçait la guerre mondiale, et où il se déclarait contre l'entrée en guerre des Etats-Unis. Il appuyait les révolutions de Zimmerwald et de Kienthal, condamnant la criminelle guerre mondiale. Depuis il est devenu manifeste que la raison pour laquelle le Parti socialiste avait adopté le Manifeste de Saint-Louis, c'était la pression sur le Parti des éléments révolutionnaires, et parmi eux, de *Léon Trotsky* lui-même. Il était en Amérique au moment même où la Révolution contre le Czar éclatait et ne partit en Russie que lorsque le gouvernement de *Kerensky* offrit de rapatrier à ses frais, tous les exilés politiques russes. D'un autre côté, parmi les leaders socialistes, il n'y avait que des pacifistes purs ou des germanophiles.

Il apparut bien vite que les leaders du Parti socialiste n'étaient pas du tout disposés à se conformer au Manifeste

de Saint-Louis. *Meyer London*, le député socialiste vota pour les crédits de guerre. *Morris Hilquitt* écrivait dans le magazine libéral « *The Nation* », en réponse à *William Hard* qu'il était opposé à la participation des Etats-Unis à la guerre mondiale, uniquement parce qu'elle prolongerait la guerre, et que s'il croyait que l'entrée en guerre des Etats-Unis mettrait fin à la guerre, il serait pour la participation. Il était ainsi opposé à la guerre, non pas sur le terrain des principes marxistes, mais simplement comme pacifiste.

Au lieu d'établir qu'il était opposé à la guerre, parce que c'était la guerre de la classe des capitalistes pour la défense de leurs intérêts et parce que depuis que les capitalistes sont les propriétaires de la fortune publique, les travailleurs n'ont pas de patrie à défendre, il donnait des raisons dignes d'un pacifiste, non d'un révolutionnaire. Peut-être craignait-il d'être appelé défaitiste.

Il se produisit aussi un mécontentement du fait que le Parti manqua à son devoir de soutenir la Révolution bolchevik. Le « *New-York Call* », l'un des principaux organes du Parti socialiste appelait les bolcheviks russes un groupe d'« irresponsables ». *Hilquitt*, lui-même, dès les premiers temps fut équivoque au sujet des Bolcheviks et disait qu'il n'avait pas fixé son opinion à leur sujet.

Les membres socialistes de l'Assemblée de l'Etat de New-York et du Conseil Municipal de la Cité de New-York passaient tout leur temps à essayer d'introduire des réformes et à défendre la constitution américaine et les principes démocratiques, au lieu d'agir conformément à un programme basé sur la doctrine communiste. L'un des actes les plus honteux, accompli par les socialistes fut le vote par les membres du Conseil Municipal de New-York d'une somme de 80.000 dollars pour ériger un Arc de Triomphe, sur lequel devaient être inscrits les noms des batailles où avaient participé des soldats américains, et parmi ceux-ci Archangel'sk, en Russie, si honteusement attaquée par les Alliés ! Tant et si bien, que les socialistes applaudissaient indirectement, à une attaque armée contre la Russie soviétique.

Le Parti socialiste était tombé bien bas. Le Parti socialiste n'était rien de plus qu'un parti radical bourgeois comptant uniquement sur la puissance du scrutin, s'intéressant aux réformes sociales introduites par les corps législatifs. Il n'avait de foi que dans le parlementarisme.

Le résultat de tout le mécontentement causé par cette trahison des principes, fut la formation d'une *aile gauche* à l'intérieur du Parti.

Le terrain avait été préparé, pour l'aile gauche, par la *Ligue de Propagande socialiste* et par la revue « *The Class Struggle* » (La lutte de Classes) ; l'un des plus actifs militants, pendant cette période de préparation, fut *Rutgers* qui est maintenant en Russie soviétique.

Cette organisation de l'Aile gauche, analogue au Comité de la III^e Internationale en France, réussit à répandre la propagande révolutionnaire et à miner le prestige des leaders réactionnaires.

Dans ses Manifestes, dans son Programme, elle saluait la Révolution bolchevique et acceptait un programme révolutionnaire de lutte pour l'instauration du Régime des Soviets par l'action des masses, comprenant par action de masse, l'insurrection armée, l'abandon des réformes, et l'emploi du parlementarisme et des élections seulement dans un but de propagande.

Le Comité Exécutif National du Parti Socialiste craignant de perdre le pouvoir, exclut les fédérations de langue étrangère qui comptaient environ 40.000 membres. Ces fédérations de langue étrangère avaient toutes adhéré à l'« Aile gauche » et furent exclues sur des accusations fausses, échaudées par le Comité Exécutif National, dont les membres réactionnaires avaient été battus dans une élection nationale, faite par les membres du Parti socialiste. Le Comité Exécutif National s'occupa de réorganiser aussi celles des organisations d'état qu'il n'excluait pas. Cette réorganisation consista dans l'exclusion de ceux qui avaient adhéré à l'« Aile gauche ». De plus des organisations d'Etat, toutes entières, étaient exclues. Il s'empara de tout le matériel du

Parti, y compris les journaux, les bureaux, les salles de réunion, les caisses. Une minorité de bureaucrates était capable d'exclure l'immense majorité, qui comprenait environ 80.000 membres, de la dépouiller de ce qui lui appartenait, de ces institutions qu'elle avait péniblement réussi à construire avec son argent, gagné laborieusement. Le crime du Parti socialiste des Etats-Unis est sans précédent, hormis l'infâme besogne des social-démocrates allemands.

Morris Hilquitt et *Victor Breyer* étaient les instigateurs de cet acte criminel. Bien qu'étant dans un sanatorium de tuberculeux, *Morris Hilquitt* pouvait conduire une attaque contre les éléments révolutionnaires du Parti socialiste.

Bien que, lors de l'adoption du Manifeste de Saint-Louis contre la guerre mondiale, des hommes comme *John Spargo*, *Upton Sinclair*, *John G. Phelps*, *Stokes*, et *Charles E. Russell* eussent quitté le Parti en protestant, celui-ci n'avait pas été complètement purgé. Ces hommes étaient simplement poussés par des tendances philanthropiques et humanitaires et étaient bien loin des socialistes marxistes. Ils jouaient le rôle des *Bissolati* en Italie. Quand *Bissolatti* fut exclu, *Turati* resta. En Amérique *Spargo* quitta le parti, *Morris Hilquitt* et *Victor Breyer* restèrent. Certainement le Parti socialiste n'avait pas perdu son aile droite en perdant *John Spargo* et ceux qui étaient avec lui parce que *John Spargo* était encore plus réactionnaire que les réactionnaires. Aujourd'hui il est comme l'animal domestique à qui son maître — la presse capitaliste — donne la quotidienne pitance. Il passe son temps à répandre des calomnies sur la Russie des Soviets ; sa plume ne répand que le poison.

En septembre 1919 eurent lieu trois conférences à Chicago. Ce fut d'abord le *Parti Socialiste*, débarrassé de la plupart de ses éléments de l'« Aile Gauche », réduit à un petit nombre, dépourvu d'influence et discrédité aux yeux de la classe ouvrière consciente. En second lieu, ce fut le *Parti Communiste* composé des extrémistes, opposés aux vaines tentatives de conquérir le Parti Socialiste, partisans de la formation immédiate d'un Parti Communiste. Ce

Parti Communiste englobait les Fédérations de langue étrangères qui étaient les plus révolutionnaires et connaissaient le mieux les doctrines révolutionnaires. Il comprenait aussi des éléments américains. La troisième fut la conférence du Parti Communiste ouvrier (*Communist Labor Party*) qui réunissait tous ceux qui voulaient tenter un dernier effort pour s'emparer du Parti Socialiste et ceux qui, tout en étant opposés à la tactique réactionnaire du Parti Socialiste, n'étaient pas non plus satisfaits des doctrines extrémistes du Parti Communiste.

Bien que le Parti Communiste ouvrier comprenait des éléments véritablement communistes tels que *John Reed*, il comprenait aussi des éléments centristes tels que *Ludwig Lore* et *William Bros Lloyd*.

Les éléments de l'« Aile Gauche » étaient ainsi séparés en deux : le *Parti Communiste* et le *Parti Communiste ouvrier*. Le Parti Communiste était sans aucun doute le plus révolutionnaire des deux. Son Manifeste et son Programme étaient très nets sur les questions importantes telles que la Dictature du Proletariat, l'action de masse, signifiant par là l'insurrection armée, l'emploi des élections simplement comme moyen de propagande, l'exclusion des éléments centristes. Le P. C. comprenait le bloc presque entier des fédérations de langue étrangère. Mais en outre il englobait de très importantes sections de langue anglaise ; peut-être même ces éléments étaient-ils en majorité. Parmi les leaders du P. C. étaient *Ruthenberg*, *Nicholas Hourwick*, *Winightby*, *Ferguson*, *Fraina*, *D^r Hartmann*, *Maximilien Cohen*, *Rose Pastor*, *Stokes*, *Sen Katayama*. Il est vrai qu'il existait encore un élément centriste : le groupe de l'Etat de Michigan, mais c'était une minorité insignifiante et qui se sépara bientôt du P. C. pour former le *Parti Proletarien*. (*Proletarian Party*).

Bien qu'on accuse les leaders du P. C. d'être des agents provocateurs, comme *Senteri Morteve* en accusa *Louis Fraina*, ceci ne pouvait condamner le Parti tout entier qui

était vraiment révolutionnaire et avait une tactique intransigeante.

Il y eut aussi une opposition d'une nature personnelle contre certains hommes du P. C., tels que *Nicholas Hourwick* dont les manières ne plaisaient pas à certains centristes du Parti Communiste ouvrier, mais naturellement ces dissensions n'avaient rien à voir avec la doctrine révolutionnaire.

Le Parti Communiste ouvrier (Communist Labor Party) était dominé par les éléments centristes. Le Programme rédigé pour le parti par *John Reed* fut repoussé et un manifeste et un programme plus modérés furent rédigés : ils s'exprimaient de la manière la plus vague sur les questions telles que l'action des masses, le parlementarisme. L'organe de ce parti prit position contre « la Révolution par la violence » et inclinait à l'emploi de la grève générale comme d'une arme plus légale. Il fit beaucoup d'avances aux I. W. W. tandis que le P. C., tout en approuvant l'action courageuse des I. W. W., critiquait la doctrine défectueuse de cette organisation et lui montrait le chemin de la Révolution, ce que le Parti Communiste Français manque de faire effectivement vis-à-vis des C. S. R.

En janvier 1920, commencèrent les expéditions ordonnées par le gouvernement démocratique des Etats-Unis, avec à sa tête, le superhypocrite *Wilson*. Ces expéditions furent effectuées par tout le pays et étaient dirigées contre toutes les organisations révolutionnaires. Le Parti Socialiste ne fut pas touché. Mais le P. C. le *Communist Labor Party* et les I. W. W. furent en butte aux plus cruelles persécutions. Des milliers d'arrestations eurent lieu à travers tout le pays : les bureaux des radicaux étaient saccagés ; les meetings interdits ; on condamnait à de longs temps de prison ; nombreux étaient ceux qui restaient en prison sans être interrogés ; quantité étaient déportés ; d'énormes amendes étaient imposées ; la littérature radicale était détruite et même interdite ; les radicaux étaient maltraités par la police ; des attaques par des groupes de civils furent per-

mises et même encouragées par le gouvernement ; le droit d'être expédié par poste était retiré aux publications même modérément radicales. Ce fut la Terreur blanche dans toute sa dévastation qui amena le P. C. et le Communist Labor Party à travailler clandestinement.

Le résultat fut que sous l'influence des persécutions et sous la pression des critiques venant du Parti Communiste, le « Communist Labor Party » s'orienta vers la véritable doctrine communiste. Il adopta un programme et un manifeste plus révolutionnaires, se déclara partisan du principe de l'insurrection armée, gagnant ainsi à leur cause la plupart des éléments de langue anglaise, parmi eux *Ruthenberg* et *Ferguson*, et se débarrassant du même coup de la plupart des éléments centristes comme *Ludwig Lore* et *William Bross Lloyd*. Il changea son nom en *Parti Communiste Unifié* (U. C. P.).

A plusieurs reprises les Russes invitèrent les deux Partis à s'unir, et ceci est une preuve surabondante de ce que, contrairement aux lamentations d'un *Longuet*, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ne sème pas la division, mais bien au contraire, tente constamment d'unir les éléments révolutionnaires.

Récemment on annonçait que le P. C. et le P. C. U. s'étaient réunis, constituant un puissant parti communiste aux Etats-Unis, appelé à se développer rapidement. Il attirera la partie la plus avancée du *Proletarian Party* et de l'aile gauche du Parti socialiste qui s'est, en effet, une fois de plus, reconstituée au sein de ce parti qui n'a jamais été entièrement purgé de ses éléments radicaux. Naturellement les Communistes doivent rester en garde contre l'infiltration dans leurs rangs d'éléments centristes et contre l'étrange phénomène qu'est la formation d'une aile droite communiste. C'est grâce à l'influence des fédérations de langues étrangères que le Parti Communiste a refusé d'admettre des éléments dont le Communisme n'était pas absolument sûr. Ce faisant ils ont agi bien différemment de ceux qui, dans

le Parti Communiste Français ont montré des tendances opportunistes.

En Amérique le terrain est fertile pour la Révolution sociale. Il y a une masse énorme de travailleurs étrangers désillusionnés. Il y a aussi les nègres persécutés et sans droits, dont le nombre est supérieur à 10.000.000 et forme le dixième de la population totale de l'Amérique. Quand les nègres opprimés comprendront que leur seul espoir d'échapper aux persécutions cruelles qu'ils souffrent actuellement, est dans l'abolition du système capitaliste, ils viendront se grouper en masse dans le Parti communiste.

Les capitalistes des Etats-Unis ont compris quelle était la position stratégique des communistes et quel danger présentait le Communisme. C'est pourquoi la plus formidable et la plus cruelle oppression sévit aux Etats-Unis. C'est pourquoi les extrémistes sont déportés, comme dans le cas du bateau, surnommé par Buford « l'Arche des Soviets », qui emporta en Russie les déportés, parmi lesquels figuraient les anarchistes *Alexander Berkman* et *Emma Goldman*. Beaucoup ont été forcés de fuir le pays. D'autres comme *Ruthenberg*, *Ferguson*, *Larkin*, *Gitlow*, *Winitzky* sont en prison. De même la plupart des leaders des I. W. W., et parmi eux *H.-D. Haywood* ont été condamnés jusqu'à 20 ans de prison. C'est dans cette république démocratique qu'une jeune fille de 18 ans, *Mollie Steimer* a été condamnée à 20 ans de prison pour avoir distribué des tracts contre l'invasion de la Russie par les troupes américaines.

C'est aux Etats-Unis que des professeurs ont été révoqués parce qu'ils avaient des opinions, même modérément radicales. La presse radicale a été bâillonnée ; une loi sur l'espionnage, votée pendant la guerre et qu'on supposait dirigée contre les espions allemands a été employée simplement pour envoyer les extrémistes en prison, à cause de leurs opinions.

Des attaques illégales ont lieu contre les organisations ouvrières ; les mineurs grévistes dans la Virginie de l'Ouest sont fusillés par les détectives privés aux gages des patrons.

Les ouvriers des métaux n'ont pas le droit de se grouper même dans une organisation adhérente à l'A. F. L. Il y a des districts des Etats-Unis où un organisateur d'Union n'ose pas aller de crainte d'y être fusillé.

Dans ce pays, les grands barons de l'Industrie sont en train de faire une attaque générale contre les unions ouvrières en vue d'instituer des syndicats libres. Au lieu de la semaine de 44 heures ils ont forcé les travailleurs à accepter la semaine de 56 heures. On a assisté à une réduction générale des salaires d'environ 33 o/o. Il y a environ 4.000.000 de chômeurs, et tout cela alors que les Etats-Unis sont considérés comme le pays le plus riche du monde, que la guerre a fait 30.000 nouveaux millionnaires et que le cours du change du dollar américain monte sans cesse. C'est un phénomène particulier au système capitaliste, pourri jusqu'au cœur. Plus un petit nombre s'enrichit plus la majorité souffre, parce que c'est une société construite pour la minorité, pour la classe dominante et possédante.

Mais, dans ces Etats-Unis, il y a un parti communiste puissant qui est en train de saper les fondations de ce système pourri. Il est vrai que les communistes sont forcés d'agir en secret, mais ils en sont peut-être d'autant plus dangereux pour le Gouvernement. Le Parti communiste s'est donné une discipline militaire rigide, semblable à celle des communistes allemands après l'action de mars, ou celle des communistes russes sous le tsarisme. Les camarades étrangers savent parfaitement travailler clandestinement sans s'écarter de la route droite du communisme. On doit se rappeler que, là-bas, les étrangers sont en grande majorité des ouvriers et non comme en France des émigrés russes, des étudiants, des artistes ou des touristes.

Ces ouvriers étrangers vinrent aux Etats-Unis, pensant trouver un port de justice, un refuge contre l'oppression, une terre d'égalité et de bonheur. Au lieu de cela ils se trouvèrent dans un pays où les capitalistes sont tout-puissants dans un pays qui s'est jeté à corps perdu dans un programme impérialiste et militariste. Ils étaient venus pour échapper

aux dangers de guerre de leurs pays impérialistes. Mais le gouvernement des Etats-Unis les a envoyés par milliers au delà des mers, combattre et se faire tuer dans une guerre dont le but était d'ouvrir le monde au capitalisme allié et non pas à la démocratie, comme l'hypocrite Wilson, et les financiers intéressés derrière lui, voulaient le leur faire croire. En outre, les travailleurs étrangers se trouvent sous la domination des éléments anglo-saxons qui se sont efforcés de leur imposer leur culture et leur tradition sans rien leur donner en échange. Les travailleurs se sont trouvés ainsi réduits à l'esclavage, sous le talon de fer des rois de la finance. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les ouvriers étrangers aient formé l'épine dorsale du Parti communiste des Etats-Unis.

Le Parti communiste travaillera avec l'aide des I. W. W. et les organisations syndicalistes révolutionnaires comprendront qu'elles doivent laisser la direction de la lutte révolutionnaire aux mains des communistes et que leur rôle consiste en une aide et une coopération constante.

De nombreux symptômes font pressentir que des groupes d'ouvriers les uns après les autres, sont en train de se soulever contre leurs chefs réactionnaires. C'est ainsi que la Fédération Centrale du Travail de *Détroit* et de *Seattle* a décidé d'envoyer des délégués au Congrès de l'Internationale Syndicale rouge de Moscou. C'est le travail de *William Z. Foster* qui « mine de l'intérieur » l'A. F. L. C'est encore la conquête révolutionnaire de l'Union de tous les Travailleurs de l'habillement en Amérique, et de l'Union des Mécaniciens. Au Congrès de l'Internationale Syndicale rouge de Moscou 500.000 travailleurs américains sont représentés.

La Fédération Américaine du Travail (A. F. L.) ou bien perdra la plus grande partie de ses membres, ou bien passera entre les mains des éléments révolutionnaires, surtout depuis sa décision grotesque de quitter l'Internationale jaune d'Amsterdam, parce que trop révolutionnaire.

Bientôt sera réalisée l'union de toutes les forces vraiment révolutionnaires des Etats-Unis pour détruire le plus infâme

de tous les gouvernements capitalistes. Bientôt le prolétariat des Etats-Unis qu'on considère comme le plus arriéré, se montrera parmi les plus actifs du monde.

SPECTATOR.

La tactique du parti communiste en Allemagne

Le point principal de l'ordre du jour du Congrès du V. N. P. D. (Parti communiste unifié d'Allemagne), convoqué pour le 22 août à Iéna, sera la discussion sur la tactique. Cette discussion devra s'appuyer sur les leçons de l'insurrection de mars, discutées et analysées par le III^e Congrès de l'Internationale communiste.

Les problèmes de tactique relevés par l'action de mars ne portent pas seulement sur le mouvement communiste d'Allemagne, mais aussi sur celui de tous les autres pays capitalistes. Il ne s'agit pas là du reproche insensé de Paul Lévi, qui a reproché l'insurrection de mars d'être imprégnée « d'esprit putschiste et bakouniste » reproche dont la folie est clairement démontrée par les événements. La critique profonde et sérieuse aura d'autres objections à faire : sur le contact avec les masses appartenant à d'autres partis prolétariens, sur les mots d'ordre conformes à la situation, sur la fermeté et la solidité de l'organisation de l'avant-garde communiste de la classe ouvrière, et enfin, sur le problème de l'offensive révolutionnaire.

I. — *Les origines de l'insurrection de mars*

L'impérialisme allemand traversait une crise plus aiguë que toutes les précédentes : Le docteur Simons, alors ministre des affaires étrangères d'Allemagne, avait refusé de consentir aux paiements demandés à Londres par les Alliés ; les sanctions étaient entrées en vigueur. La vie économique de l'Allemagne, ruinée par la guerre désastreuse, était menacée par les représailles de l'Entente d'une défaillance encore plus accentuée, d'une déconfiture encore plus rapide et plus douloureuse. Inutile de dire que la ruine de plus en plus accentuée de l'économie allemande entraînait la détresse poignante de la classe ouvrière, dont des parties toujours plus grandes se voyaient réduites à la misère, au chômage, à la faim.

L'Etat capitaliste allemand se trouvait dans des difficultés sans issue ; mais la bourgeoisie allemande, se souciant peu de l'agonie de sa propre organisation politique, se préoccupait de réaliser des profits. Elle avait récolté pendant la guerre les fruits des victoires que le prolétariat avait dû payer de son sang. Elle était en train de récolter les fruits de la défaite. Même les sanctions tournaient au profit des capitalistes allemands, et ce fut de nouveau la classe ouvrière qui devait les payer. L'application des sanctions, conséquence du refus du capitalisme allemand de payer les réparations exigées par les Alliés, devait, en détruisant complètement la vie économique de l'Allemagne, pousser les prolétaires allemands à la révolte. Et dans le cas où l'Allemagne consentirait à payer les sommes énormes demandées à Londres, la bourgeoisie devait, pour ne pas manquer à ses engagements, soumettre les ouvriers à une exploitation triplée et quadruplée. Dans un cas comme dans l'autre, la situation était sans issue, la crise insoluble du capitalisme allemand allait en s'accroissant, créant une situation où les masses laborieuses seraient forcées d'avoir recours à la violence pour sauver leur vie.

En dépit des menaces sucrées et des gentilles invitations que le gouvernement de l'Empire avait adressées au cabinet bavarois, celui-ci refusait de désarmer les bandes contre-révolutionnaires, le *Selbstschutz*, les *Einwohnerwehren*, l'*Orgesch* et les *Heimwehren* sous la protection desquelles s'étaient réfugiés tous les criminels kappistes du Reich. La résistance du gouvernement de Bavière dans la question du désarmement n'avait pas seulement pour effet d'exciter un mécontentement croissant dans les masses prolétariennes ; elle indigna encore les gouvernements alliés, qui renforcèrent la pression des sanctions, et par là, le refus de M. von Kahr aboutissait aussi à faire augmenter le chômage et la faim du prolétariat allemand.

La situation en Haute-Silésie était grave : des deux côtés, les préparatifs de guerre se faisaient ouvertement et sans gêne. Pour empêcher une guerre entre la Pologne et l'Allemagne, et par conséquent, entre l'Allemagne et les Alliés, le prolétariat allemand devait se préparer à répondre à la guerre nationaliste par la guerre civile.

La situation objective, telle qu'elle se présentait dans l'ensemble de toutes ces circonstances, était donc nettement révolutionnaire. Il s'agissait alors pour le parti communiste allemand de se préparer aux luttes qui étaient à prévoir et de faire entrer dans les cerveaux des prolétaires la conscience claire et précise de la situation, qui ne pouvait devenir subjectivement révolutionnaire qu'en gagnant les masses.

Le parti communiste unifié d'Allemagne n'était plus la secte qu'il avait été avant la scission de Halle. Embrassant des masses considérables, il exerçait une forte influence au delà de ses effectifs, sur les membres des partis majoritaire et indépendant et sur les masses syndiquées. L'Union spartacienne, le vieux parti communiste, avait dû se borner, en raison du nombre restreint de ses effectifs, à propager les principes du communisme et à stimuler les deux partis socialistes à entreprendre des actions. Mais après le Congrès de Halle, le parti de la révolution prolétarienne était devenu assez fort pour pouvoir mener des actions sans l'appui et

contre le régime de l'impérialisme ruiné ; c'est là que la bourgeoisie allemande s'attendait aux premières bagarres et aux premiers troubles.

Or, M. Hoersing envoya des détachements de police dans la région industrielle de l'Allemagne centrale, sous prétexte que des vols, devenus fréquents dans les mois derniers, nécessitaient cette mesure. En réalité, ce prétexte ne servait qu'à couvrir l'angoisse des gouvernants, qui voulaient se préserver à l'avance contre toute tentative du prolétariat de se soustraire à la double exploitation par les impérialismes vaincus et vainqueurs. Les socialistes majoritaires Hoersing et Sévering s'étaient chargés de livrer les travailleurs d'Allemagne centrale, pieds et poings liés, aux convoitises des profiteurs de la paix allemands et alliés.

La classe ouvrière allemande devait parer ce coup de force. Mais il n'y avait que le V. K. P. D. et le K. A. P. D. qui reconnaissaient clairement le sens de l'agression de Hoersing et qui concevaient la nécessité d'entrer en action pour défendre la liberté d'agir des prolétaires d'Allemagne centrale. Les chefs social-patriotes se démasquèrent en soutenant ouvertement leurs compères gouvernementaux, les meneurs du coup contre les ouvriers. Les leaders indépendants, devenus depuis longtemps les sous-ordres dociles des noskistes, se rangèrent également du côté de la bourgeoisie.

Il incombait donc au V. K. P. D. d'entraîner les masses non-communistes dans la lutte par-dessus les têtes et contre la volonté des leaders social-réformistes et social-pacifistes. Il était nécessaire de formuler des mots d'ordre nets et concis, susceptibles d'être compris par tous les prolétaires, des mots d'ordre basés sur les besoins immédiats des masses et sur les soucis de tous les jours tourmentant les exploités. Le parti avait la tâche de montrer aux travailleurs quel était l'agresseur véritable, de démasquer la contre-révolution qui se cachait derrière l'« action policière » du social-démocrate Hoersing. Il fallait ne pas perdre le contact avec les organisations du parti, afin de manœuvrer uniformément, sui-

vant les nécessités de la situation, et de pouvoir éviter le désordre et le désarroi dans la retraite des formations prolétariennes. La situation exigeait que le V. K. P. D., tout en soutenant et dirigeant avec énergie l'action gréviste locale en Allemagne centrale, mît par une propagande intensifiée, basée sur des faits, les événements d'Allemagne centrale à la portée des masses du Reich tout entier, et qu'il renforçât aussi l'action graduellement jusqu'au plein développement de toutes les énergies prolétariennes. Ce qui était le plus important, c'était de garder en toutes circonstances le sang-froid nécessaire pour ne pas se laisser entraîner dans les entreprises dont l'envergure dépassait pour le moment les buts accessibles dans l'état de choses donné.

Le comité directeur, cependant, n'était pas à la hauteur de la situation ; il ne réussit pas à diriger l'action suivant les points de vue indiqués. Ce n'était pas toujours la faute des camarades dirigeants, qui avaient à lutter contre les conséquences fatales d'une action prématurée, déclenchée par la ruse des réactionnaires à un moment propice pour eux.

L'agression de Hoersing surprit le V. K. P. D. en pleine préparation du mouvement prolétarien puissant que la crise de l'impérialisme allemand faisait prévoir pour un temps pas trop lointain. Les conséquences de la pression des Alliés n'étaient pas encore assez sensibles pour dresser la classe ouvrière jusque dans ses parties les plus inertes contre l'impérialisme exploiteur et ses laquais social-patriotes. Elles avaient justement *commencé* à remplir la conscience de l'avant-garde communiste de la conviction inébranlable que c'était sur la question des réparations que devait se livrer la bataille décisive entre le prolétariat allemand et sa bourgeoisie.

Les travailleurs d'Allemagne centrale s'insurgèrent contre la provocation de la bourgeoisie. Ils occupèrent les usines, la grève générale fut proclamée dans les districts menacés par la police, le prolétariat tout entier de la région industrielle était résolu à ne pas céder avant que le gouver-

nement de Prusse n'eût retiré les détachements de police d'Allemagne centrale.

Le comité directeur du V. K. P. D. n'avait pas conseillé à ses membres de s'opposer aux détachements de police les armes à la main. Mais sa maladresse fit néanmoins éclater l'action dès les premiers jours dans toute son acuité. Immédiatement avant le coup de Hoersing, la question du désarmement des organisations réactionnaires de Bavière était devenue particulièrement brûlante. M. von Kahr se refusait à désarmer, et la *Rote Fahne*, démontrant l'illégalité ouverte de l'attitude des contre-révolutionnaires bava-rois, s'était écriée : « Si la réaction garde les armes et qu'elle se moque des lois, chaque travailleur doit prendre une arme où il la trouve, la classe ouvrière, elle aussi, doit enfreindre les lois pour se protéger contre ses ennemis mortels ! » Ces appels parus immédiatement avant le déclenchement de l'action d'Allemagne centrale par Hoersing, devaient inspirer aux camarades de la région menacée l'illusion qu'il fallait entrer tout de suite dans le combat armé contre les bandes du gouvernement. Les masses de la région, révoltées par l'envoi de la police, ne se contentaient pas de ces mesures de défense. La classe ouvrière insurgée s'arma pour tenir tête à la contre-révolution armée, le prolétariat prit l'offensive contre les agresseurs : la police fut reçue à coups de fusil, et les détachements envoyés par Hoersing en Allemagne centrale durent demander des renforts pour se tenir.

Une fois la bataille engagée avec une telle acuité, il était impossible au V. K. P. D. de délaissier les prolétaires en lutte dont il n'avait su contenir l'ardeur combative dans les limites nécessaires, et de ne pas se soucier de leur sort. Le prolétariat de toute l'Allemagne devait prêter secours aux combats héroïques des camarades du Centre. Aussi le comité central du V. K. P. D. se décida-t-il à inviter les ouvriers du pays entier à entrer en grève pour exercer une solidarité active.

L'appel à la grève générale, lancé par le V. K. P. D.

pour soutenir les travailleurs combattant en Allemagne centrale ne fut suivi que par les communistes, et à maints endroits, le sabotage des amis de Paul Levi réussit à paralyser même l'action du parti. Le passage soudain et trop inattendu de la grève à l'insurrection armée en Allemagne centrale entraîna fatalement le passage non moins soudain et sans préparation profonde de la propagande à l'action dans les autres parties du Reich, où le V. K. P. D. n'avait pas encore suffisamment convaincu les masses de la nécessité du combat. Par le premier faux pas, qui d'ailleurs, était dû en grande partie à la situation prématurée, le parti se voyait forcément entraîné dans une série d'autres fautes, inévitables dès que la lutte ouverte se fut déclenchée. La situation objectivement révolutionnaire n'avait pas encore saisi la classe entière, il n'y avait que l'avant-garde communiste qui se rendait compte de ce dont il s'agissait. Dans plusieurs villes, les travailleurs des partis menchevistes entraînaient dans la grève avec les communistes, sur l'ordre du V. K. P. D., mais en général, les communistes menaient seuls l'action, s'isolant ainsi du gros de la classe.

Au surplus, les mots d'ordre peu clairs et peu concrets n'auraient pas servi, même dans une situation plus révolutionnaire, le but pour lequel ils avaient été destinés : d'entraîner les masses des partis socialistes. Le comité directeur lança des paroles qui auraient été conformes aux circonstances, plusieurs mois plus tard, après que la crise économique se serait fait sentir pour le prolétariat avec une vigueur plus accentuée qu'à son début. Des mots d'ordre tels que : Chute du gouvernement ! Insurrection armée ! qui, au moment de l'action, ne pouvaient être que des phrases de propagande, furent émis comme buts concrets. On ne peut pas épargner à la presse du V. K. P. D. le reproche d'avoir employé, dans ses appels et ses manifestes des premiers jours trop de phrases et trop peu de faits. Au lieu d'exposer aux masses la situation, au point de vue marxiste, bien que sur un ton passionné et entraînant, ces articles firent appel uniquement aux sentiments et nulle-

ment à la raison des travailleurs. De cette manière, la Centrale perdit le contact avec les grandes masses, dont le soutien seul peut garantir le succès de la lutte émancipatrice de la classe ouvrière. Lorsqu'enfin elle s'aperçut de cette faute et qu'elle s'efforça de la corriger, il était déjà trop tard. Le fait que le comité directeur n'avait pas eu en main les masses armées, qu'il avait laissé libre cours à la lutte armée, au lieu de la réfréner alors qu'il était encore temps, permit à la bourgeoisie et aux leaders menchevistes d'isoler le V. K. P. D. des masses non-communistes, de dresser entre la classe et son avant-garde la suspicion de putschisme et de livrer les insurgés d'Allemagne centrale à leurs bourreaux.

Dès qu'il fut clair que l'appel du V. K. P. D. était resté sans effet dans les autres parties d'Allemagne — sauf plusieurs endroits où l'influence des communistes était prépondérante — le mouvement d'Allemagne centrale prit les traits caractéristiques de toute révolte désespérée, condamnée à l'échec : il se désagrégea en des actions individuelles et terroristes, les éléments putschistes du K. A. P. D. prirent le dessus, l'action des masses cessa, et à sa place surgirent des actions de minorités putschistes contre la majorité qui avait reconnu qu'il était devenu inutile et pernicieux de continuer une lutte perdue. Là, encore, la Centrale du V. K. P. D. commit la faute de tarder à prendre la décision définitive de cesser le combat.

Et lorsque l'action était terminée, plusieurs camarades du comité directeur s'efforçaient de prouver, en polémique contre les reproches de Paul Lévi, que l'insurrection de mars était le premier pas vers une orientation nouvelle de la tactique du V. K. P. D. : l'orientation de l'offensive révolutionnaire. La presse bourgeoise et mencheviste puisait dans cette théorie nouvelle l'argument de la responsabilité du parti communiste pour l'action de mars. « Les communistes eux-mêmes préconisent la tactique offensive, criaient-ils. Donc c'est eux qui sont les responsables de l'insurrection. »

La meute bourgeoise et ses laquais le répétaient sans cesse, et de grandes parties de la classe prolétarienne le croyaient. La tactique malheureuse du comité central avait isolé le parti des masses et rendu la propagande plus difficile qu'auparavant. Les masses, qui ne reconnaissaient leurs erreurs qu'après en avoir ressenti les conséquences douloureuses, s'apercevant tôt ou tard que le V. K. P. D. avait raison en relevant le défi de la bourgeoisie dans les journées sanglantes de mars.

Mais la tactique peu habile du comité directeur a ralenti jusqu'ici ce processus fatal.

La crise de l'impérialisme allemand continue à s'accroître. De nouvelles luttes de classe sont imminentes, où le parti communiste aura à remplir sa tâche historique, d'être l'avant-garde consciente et nettement orientée du prolétariat. La reconnaissance des erreurs et des fautes commises dans l'action de mars contribuera à donner à la tactique du V. K. P. D. une ligne de conduite plus ferme et plus droite. Il n'y a qu'à cette condition que la classe ouvrière allemande n'aura pas payé trop cher la défaite de l'insurrection d'Allemagne centrale.

III. — *La critique de Paul Lévi*

La tactique du comité directeur dans l'action de mars ne pouvait rester sans susciter de vives critiques au sein du parti. Paul Lévi, non content de critiquer dans les sections du V. K. P. D., publia sa fameuse brochure : « *Notre Chemin* ».

Mais la critique de Paul Lévi est la critique d'un chef destitué. A la polémique soutenue par des faits, se mêlent, dans son opuscule le blâme hargneux et sentimental et la rancune personnelle. On a l'impression, en lisant ses pages, qu'il polémique pour démontrer les insuffisances du mouvement que pour mettre sa supériorité au grand jour. Au lieu d'examiner les circonstances dans lesquelles l'action a éclaté, et d'en expliquer les faiblesses et les fautes par la

situation excessivement défavorable, il rejette préalablement toute responsabilité sur les camarades du comité central, oubliant qu'il augmente singulièrement leur importance en prétendant que c'est eux seuls qui ont pu déclencher une action à laquelle participaient des centaines de milliers de prolétaires, en tout cas, plus d'un demi-million.

Paul Lévi appuie sa critique sur deux points fondamentaux. Il démontre, dans la première partie de sa brochure, quelles conditions doivent être remplies pour que le parti communiste puisse entrer dans la lutte pour la conquête du pouvoir. Et comme il est facile de prouver qu'en Allemagne, ni la maturité mentale de la plupart des travailleurs, ni une constellation politique propice à cette lutte n'existaient en mars 1921, il déclare dans la seconde partie, que l'insurrection en Allemagne centrale était un coup de main fomenté par les leaders du V. K. P. D., sans être fondé sur la situation ni sur la conscience des masses.

Quant à l'examen minutieux des conditions de la lutte décisive pour la conquête du pouvoir, on ne s'explique pas bien pourquoi Paul Lévi s'occupe de la conquête du pouvoir dans la critique d'une action qui n'avait jamais eu pour but de s'emparer du pouvoir politique. Mais l'intention de l'ancien chef du V. K. P. D. est claire. On ne peut parler d'un « putsch » que s'il s'agit d'un coup de main visant à la conquête violente du pouvoir. Le comité directeur n'ayant pas eu l'intention de déclencher une action prématurée pour l'instauration du régime soviétique, il fallait construire le *putsch*. Les mots d'ordre confus émis par la centrale, les premiers jours de l'insurrection, contribuaient à faciliter la tâche de Paul Lévi. Le reproche qu'il faut adresser au comité directeur, ce n'est pas l'insinuation insensée de Paul Lévi, que les mots d'ordre du V. K. P. D. auraient réclamé la prise du pouvoir politique, mais bien que le comité directeur n'avait lancé aucun mot d'ordre concret, de sorte qu'on avait le droit de se demander si les camara-

des de la Centrale savaient bien pour quels buts ils luttaient.

En outre la provocation de Hoersing était si claire, ses mobiles si évidents, qu'il faut vraiment beaucoup de cynisme pour rendre le V. K. P. D. responsable du coup de main d'un laquais de la bourgeoisie. Lévi doit convenir que la bourgeoisie a prévenu l'attaque que le parti communiste préparait, prévoyant une recrudescence du flux révolutionnaire dans toute l'Allemagne. Il ose pourtant qualifier de complot ces préparatifs indubitablement nécessaires en vue des événements à venir, et de putschistes, ceux qui dirigeaient les préparations.

Dans la brochure de Paul Lévi on trouve cependant aussi des critiques très justifiées au sujet de la tactique du Comité central dans l'action de mars. Lorsqu'il parle du manque de contact avec les grandes masses où des mots d'ordre confus émis par la centrale il a raison. Seulement, tous les arguments de Paul Lévi visent à la lutte contre le spectre d'un soi-disant putschisme, et ainsi, même les parties justifiées de sa critique, alignées sous ce point de vue, perdent leur valeur.

Inspirée par des motifs personnels, la critique que Paul Lévi exerce sur l'action de mars quitte la base solide du marxisme pour se perdre dans les marais des reproches personnels. En accusant le Comité central de « putschisme bakouniste », en attribuant à quelques personnes la faculté de pouvoir ébranler des masses de plusieurs centaines de milliers de travailleurs et de les inciter à un coup de main, il se place lui-même sur le terrain du bakounisme, de la théorie qui, prétend que la volonté de quelques personnalités suffit pour faire l'histoire. Il abandonne, par ces conceptions étranges, les doctrines du marxisme, qui est l'essence de la lutte de classe prolétarienne et se range du côté de ceux qui, incapables de comprendre le sens de l'évolution historique, tâchent de la nier ou de la forcer, selon leur caractère. La brochure : *Notre Chemin*, a révélé les conceptions petites bourgeoises de Paul Lévi.

IV. — *Les leçons du mouvement*

Ayant clairement reconnu ses fautes de mars, le parti communiste allemand sera capable d'observer dans ses actions une ligne de conduite plus sûre et de gagner la confiance renforcée des masses, même après une bataille perdue. Les luttes de mars ont démontré les faiblesses dont souffre le V. K. P. D., elles ont révélé tous les défauts qu'il est indispensable de corriger.

C'est d'abord l'attitude hésitante de la presse qui n'a pas su joindre le langage clair du marxisme à la passion et la verve de ses appels et de ses articles. Surtout les appels adressés aux prolétaires non-communistes étaient souvent rédigés avec une telle maladresse qu'ils aboutissaient plutôt à repousser qu'à gagner les masses qui suivaient encore les socialistes majoritaires et indépendants. C'est un des points que Paul Lévi avait le droit de critiquer et qu'il a critiqué, sans cependant pouvoir se passer d'une attaque à la Don Quichotte contre le soi-disant « putschisme bakouniste ».

En lançant des mots d'ordre de pure propagande, visant aux buts finaux du parti communiste, la Centrale ne réussit pas à entraîner le gros de la classe, qui ne s'ébranle d'habitude que sur des paroles formulées par rapport à ses besoins immédiats. Il aurait fallu au début restreindre l'action à l'Allemagne centrale, y concentrer tous les efforts à repousser l'attaque de Hoersing, tout en ne commettant pas l'imprudence de se laisser provoquer à une insurrection armée. Voilà ce que les prolétaires eussent compris. Ils auraient immédiatement saisi, à condition que la propagande eût été menée dans toute l'Allemagne non seulement avec l'intensité, mais aussi avec l'habileté nécessaires, que la lutte des travailleurs du Centre était une lutte pour leurs propres intérêts.

Nous avons démontré ci-dessus que la prise des armes prématurée par les camarades d'Allemagne centrale anéantit cette possibilité. Elle entraîna le parti, dans tout

le pays, à une action insuffisamment préparée et non comprise par le gros de la classe. Au lieu d'étendre le mouvement par étapes, le Comité directeur était forcé par la rapidité des événements de l'Allemagne centrale, de passer sans transition de la passivité, d'une préparation qui venait justement de commencer, au déploiement le plus formidable de toutes les énergies.

Le fait que la lutte armée put éclater en Allemagne centrale sans et même contre les intentions de la Centrale, révèle des défauts d'organisation considérables. La Centrale ne tenait pas suffisamment en main le mouvement de ses propres masses. Elle faisait, en outre, trop de concessions au K.A.P.D., en tolérant trop longtemps les ébats particuliers des K. A., qui nuisaient à la cause du prolétariat par leurs actes de terreur individuelle. C'est l'action des bandes, dans laquelle se désagrégea le mouvement de mars, en Allemagne centrale qui rendit impossible toute retraite en ordre, causant ainsi aux ouvriers en lutte des pertes sanglantes et désastreuses.

Toutes ces observations ne manqueront sans doute pas d'être faites au Congrès prochain du V. K. P. D. L'action de mars, qui a coûté tant de sacrifices à la classe ouvrière allemande, est terminée, elle appartient, avec toutes ses fautes, ses faiblesses et ses erreurs, au passé, à l'histoire. C'est l'avenir qui profitera des leçons de la défaite de mars, qui ne cessera de démontrer constamment à la direction du parti communiste quelles insuffisances il faut éviter dans les luttes futures.

Mais il serait aussi insensé que ridicule de dire maintenant : « Si, dans le mouvement de mars, ceci avait été fait, et que cela fût resté inexécuté, les choses auraient pris une tout autre tournure. » Il est évident que toute une série de fautes auraient pu être évitées par les leaders de l'action. Mais il n'en est pas moins indubitable que la plupart des erreurs tactiques et de toutes les insuffisances surgies dans le mouvement ne sont dues qu'à l'engagement prématuré des combats.

Il ne faut pas oublier que le parti n'avait entrepris que les premiers pas vers la préparation d'un mouvement renforcé, conforme à l'orientation de l'activité du V. K. P. D., influencée par l'acuité constamment croissante de la crise de l'impérialisme allemand. La provocation de Hoersing survint dans un moment où les insuffisances, d'organisation n'étaient pas encore supprimées et où la situation générale n'avait pas encore révolté la mentalité des grandes masses. Forcément, les erreurs durent être commises, bien que plusieurs d'entre elles eussent pu être évitées par une direction plus habile et plus prudente.

C'est maintenant au V. K. P. D. d'étudier les fautes et d'en profiter autant que possible. Les récriminations amères de Paul Lévi, qui expose comment on aurait dû agir et ce qu'il n'aurait pas fallu faire, sont une nouvelle preuve de sa mentalité non-communiste. La critique du passé ne peut servir qu'à en déduire des leçons pour l'avenir, et non à pleurnicher, comment un désastre causé par la situation objective, aurait pu être épargné à un parti révolutionnaire.

L. RÉVO.

Une leçon de Stratégie au Congrès de Moscou

Martof triomphe. La *Freiheit* exulte. La presse capitaliste chante victoire. La « 3° » aurait proclamé sa faillite à son 3° Congrès de Moscou. Ces Messieurs exagèrent. La réalité est tout autre que les opportunistes et les capitalistes — « amis et associés » malgré eux — ne la désirent.

Jetons un coup d'œil en arrière. La faillite de la « 2° » fut tellement manifeste et incontestable que les opportunistes de gauche eux-mêmes se refusèrent à remorquer son

cadavre. Comment, en effet, reconnaître comme « internationalistes » les Branting, les Vandervelde et autres ministres des rois ne vivant que par et pour le salut des classes dominantes ? Comment fraterniser avec M. Scheidemann, le porte-voix de Bethmann-Hollweg ou avec un Noke, le protecteur des assassins de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht.

Après bien des hésitations et des réflexions, Fritz Adler, Crispien, Martof, Longuet et autres, ne pouvant décemment rester dans une caverne capitaliste et policière, pour éviter le chemin de Moscou, prirent le train de Vienne, capitale de l'*opportunisme intégral* qui sait vivre en s'adaptant non seulement aux exigences de la société capitaliste, mais aussi aux convenances et aux traditions ouvrières. Vienne repoussa et l'impatience des « Moscovites » et la servilité grassement payée des gouvernementaux. Elle se déclara elle-même « l'Internationale de la patience ».

Or, c'est la *patience* trop généreusement pratiquée par la « 2° » qui a mis honteusement fin à ses jours.

Scheidemann lui-même l'a reconnu à une Assemblée de « la 2° » à Genève en déclarant comme faute la résignation du 14 août 1914, jour de la mort de « la 2° ».

La « 3° » est une réaction violente contre cette « tactique de la patience » de la « 2° ». Elle est née d'une révolution et elle se donne pour tâche d'organiser la Révolution mondiale. C'est une Internationale non de propagande verbale seulement, mais surtout d'activité révolutionnaire. La « 2° » avait comme mot d'ordre : « Ayons peur de faire peur ! » qui, en réalité, voulait dire : « Nous avons peur des coups ». Elle pensait un peu comme Voltaire : « Je suis poltron, et je m'en vante ».

II

La « 3° », par opposition à la défunte, avait peur d'avoir peur. Elle ne cesse d'appeler à l'action, immédiate même, si c'est possible. L'inaction, la passivité c'est sa mort.

Toute l'histoire de la Révolution d'octobre-novembre a créé cette mentalité de combat, cette passion pour l'action, ce goût du risque. C'est par une suite de coups d'audace que le parti bolchevik avait préparé sa victoire et conquis effectivement tout le pouvoir.

Ce fut un coup d'audace inouï que de se déclarer « défaitiste » en pleine guerre mondiale. Les plus courageux, Trotsky lui-même, reculaient devant cette déclaration audacieuse du groupe Lénine-Zinoviev. Pendant le fameux procès du groupe bolchevik de la 4^e Douma, à Pétrograd, des militants de premier plan n'osèrent pas afficher devant l'opinion publique le mot d'ordre « défaitiste ». C'est le groupe Lénine-Zinoviev qui eut l'intuition de la réalité. C'est la défaite des armées tsaristes qui détermina le succès de deux révolutions : la révolution bourgeoise de février-mars 1917 et la révolution prolétarienne d'octobre-novembre de la même année.

Ce fut un nouveau coup d'audace accompli par ce même groupe bolchevik : le passage, dans ces fameux « wagons plombés » à travers l'Allemagne impérialiste, en faisant tomber la barrière qui le séparait de la Révolution et le séquestrait en Suisse. Comme toujours, Lénine ne cherchait pas à maquiller la vérité. Il convoqua quelques camarades français et suisses et leur déclara sans ambages : « L'impérialisme allemand veut profiter de nous pour affaiblir la Russie. Je crois qu'il se trompe. Il sera pris à son propre piège. C'est la révolution qui profitera de notre arrivée en Russie, *via* Berlin ». Les camarades approuvèrent. Lénine et ses amis partirent pour la conquête révolutionnaire du vaste Empire russe...

III

A Pétrograd, Lénine et son Parti continuent. Ils déclarent audacieusement : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Notez que les Soviets étaient alors dans les mains des Mencheviks. Au début, les Soviets, création de la mêlée révo-

lutionnaire, avaient plutôt un caractère confusionniste. Mais ils avaient la flamme révolutionnaire. Et le marxiste Lénine ne séparait jamais la doctrine, l'organisation, la propagande révolutionnaire de l'action directe révolutionnaire. Ennemi des dogmes, il adhère pleinement à cette organisation d'inspiration et d'origine révolutionnaire, mais qui n'avait nullement un caractère de classe. (Les soldats, qui ne sont pas « une classe », formèrent, pendant une certaine période, la force principale des Soviets.) Naturellement, Lénine ajoute *tout bas* : « Tous les Soviets aux bolcheviks ». C'était déjà du bon « noyautage » communiste. Plus tard, le but fut triomphalement atteint.

La prise du pouvoir, le 7 novembre 1917, fut un nouveau coup d'audace. En pleine guerre, entourés d'un monde d'ennemis intérieurs et extérieurs, isolés même dans les partis révolutionnaires, *un moment abandonnés par la plupart des chefs bolcheviks eux-mêmes*, Lénine et ses amis osèrent assumer l'effrayante responsabilité du pouvoir révolutionnaire. Cela dut paraître du dehors de la pure folie. Pétrograd n'avait de vivres que pour un ou deux jours. La campagne pouvait affamer la capitale.

IV

Cependant, l'audace surhumaine du groupe Lénine a surmonté toutes les difficultés, d'ordre matériel ou moral. C'est par une série de coups pareils que le Parti pacifia la Russie, affronta Brest-Litowsk, écrasa les généraux soutenus par le capitalisme mondial et extermina le banditisme ou l'aveuglement contre-révolutionnaire. Lénine ne disait pas comme Danton : « Pour vaincre, il faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ». Tranquillement, modestement, silencieusement, Lénine eut cette audace. Lénine n'aime pas les grandes phrases : l'action lui suffit...

Mais l'audace suprême de Lénine et de ses amis se manifesta aujourd'hui, après la victoire militaire lorsqu'il s'agit d'organiser la vie matérielle d'un sixième du globe à l'aide

du pouvoir communiste. On a déjà noté que le courage le plus difficile, c'est le courage moral. Et il faut de ce courage moral pour un seul homme et pour un parti qui édifient leur fortune politique sur la lutte contre l'opportunisme pour s'exposer à être accusé lui-même d'opportunisme. Car l'indigence de notre langue fait que *toute adaptation aux circonstances* peut être taxée d'opportunisme. Le vulgaire distingue difficilement entre l'adaptation d'un révolutionnaire qui fait vivre, par des mesures de prudence provisoire, la Révolution et l'adaptation d'un véritable opportuniste qui transige avec le régime établi pour prolonger la misérable existence de ce même régime.

V

Pour vivre, la Révolution russe est obligée de *transiger* avec le monde capitaliste. Elle conclut des alliances avec les puissances capitalistes. Elle libère le commerce. Elle encourage l'initiative individuelle, avec des « primes ». Elle favorise la petite bourgeoisie. Elle apaise les paysans. Elle appelle et encourage par des salaires privilégiés les techniciens et les intellectuels. En un mot, elle fait machine en arrière. Elle le fait pour elle-même et elle le conseille à l'Internationale communiste tout entière. Cette audace frise la témérité. Et immédiatement l'ennemi s'empare de la chose et lance à la face de la première révolution communiste, la plus audacieuse et la plus héroïque de toutes les révolutions, la flétrissure opportuniste. Ne craindre absolument rien et paraître, aux yeux du monde ennemi, comme « un trembleur » — voilà la situation paradoxale de Lénine. Comme il a *toutes* les audaces, il se permet d'avoir également celle de *paraître* n'en pas avoir...

VI

On emploie, aujourd'hui, le mot opportuniste à tort et à travers. Il faut, une bonne fois pour toutes, lui donner

une définition exacte. On sait que Henri Rochefort, le spirituel pamphlétaire, avait donné à ce terme un sens de flétrissure en l'appliquant aux républicains modérés — *modérément* républicain — qui prétendaient aimer passionnément les réformes qu'ils ajournaient cependant jusqu'au moment... *opportun* qui, naturellement, ne venait jamais. Ainsi on a l'avantage d'afficher des idées avancées sans aucun risque d'avoir à les réaliser.

Les socialistes modérés — *modérément* socialistes — ont suivi les traces glorieuses de leurs prédécesseurs en modérantisme. On promettait le socialisme — pour les siècles à venir. Et l'on a pu ainsi être socialiste sans l'être tout en l'étant — jusqu'à la première épreuve — la guerre mondiale ! — où tout s'est écroulé.

Le mouvement révolutionnaire de mars et la non-admission du Parti socialiste italien dans la III^e Internationale posa, dans les rangs de l'Internationale révolutionnaire le problème de la tactique révolutionnaire. Il est, aujourd'hui, clair comme le jour, que le mouvement de mars n'a pas pu aboutir. Quelles en sont les vraies raisons ?

D'abord il ne suffit pas de flétrir les trahisons des uns et la passivité des autres. Un parti organisé a comme premier devoir, en déclenchant un mouvement, de prévoir les défaillances et de les faire entrer en ligne de compte. Rien n'était plus facile que la prévision de l'alliance des Indépendants avec les Majoritaires pour enrayer un mouvement que les uns maudissent, par esprit contre-révolutionnaire, et les autres redoutent par timidité et indécision. L'isolement des communistes était donc fatal et prévisible. On s'est battu pour l'honneur. Si Paul Lévi a eu tort dans la forme et aussi un peu dans le fond — car *tout* mouvement révolutionnaire même avorté a son côté utile et positif, sans parler de l'impossibilité morale d'ajourner le combat dans certaines circonstances, il n'en reste pas moins acquis que l'objectif de la lutte ne fut pas atteint et que les pertes prolétariennes sont en disproportion des résultats visibles et tangibles.

Et la leçon de cette affaire? Mieux préparer toute nouvelle offensive. Ne pas se laisser manœuvrer par l'adversaire. Ne pas se griser de mots. Préparer le terrain à fond. S'assurer des concours solides avant d'engager la bataille. Résister aux emballements. Ne pas se laisser imposer un mouvement du dehors sans raison impérieuse. Ne pas engager un mouvement sans la pression impérieuse des larges masses ouvrières et des circonstances. Ne pas avoir peur d'être accusé, par des gens sans réflexion et sans responsabilité, d'opportunisme. L'ignorance, la bêtise, la lâcheté sont les sources intarissables de l'opportunisme. Un révolutionnaire qui sacrifie tout à la cause a toujours l'occasion de prouver aux éléments sérieux du mouvement sa sincérité et son intrépidité sans avoir besoin de prouver son courage en faisant des bêtises.

Rien ne prouve mieux la solidité bienfaisante de la III^e Internationale que ses conseils de prudence révolutionnaire. Elle sait que le monde capitaliste est condamné. Son exécution n'est qu'une question de temps. Nous sommes à la veille de notre avènement au pouvoir. Le gouvernement communiste a désormais suffisamment d'expérience pour connaître toutes les difficultés de la réalisation communiste. La prise du pouvoir n'est que le premier pas, qui nous paraît, à tort, comme le plus difficile. Car nous gémissons encore sous le joug capitaliste. Entre notre situation de classe soumise, perquisitionnable, arrêtable, fusillable à merci et celle des Soviets qui disposent contre les capitalistes de toutes les forces de l'Etat armé jusqu'aux dents, il y a un tel abîme qu'en Occident nous sommes enclins à ne voir que les avantages de la conquête du pouvoir. Mais les communistes russes luttent contre les immenses difficultés du lendemain de la prise du pouvoir. Et ils accomplissent un devoir sacré en nous faisant profiter de leur expérience. Au surplus, ils payent *pour nous* les frais, souvent très lourds, de l'enseignement. Ils sont nos professeurs, et ce sont eux qui payent les leçons.

Aussi Lénine n'a pas craint de parler de la nécessité d'avoir la majorité prolétarienne avant d'engager la bataille décisive. Cela ne suffit pas. L'expérience russe nous montre qu'il faut s'assurer le large concours de l'armée (en première ligne!), des paysans, des techniciens et des spécialistes. Nous serions des fous et des criminels si nous ne pensions pas à tout cela et si nous engagions de nouvelles actions défensives sans préparation suffisante ni lendemain.

Si M. Compère-Morel parle de la nécessité de conquérir la majorité, on sait ce qu'il veut : ajourner la révolution aux calendes ministérielles et mettre cette majorité conquise au service du nationalisme et du réformisme plus ou moins bourgeois. La majorité dont parle Lénine est tout autre chose. Elle est prolétarienne, révolutionnaire et communiste. Elle ne travaille que pour le prolétariat, la révolution et le communisme. Et, sur ce point, Trotsky, Radek, Boukarine et Zinoviev ont donné raison à Lénine.

Ceux qui redoutaient que les communistes russes, grisés de leur succès et du pouvoir, engageraient l'Internationale dans des aventures se sont trompés. Comme toute force organisée, consciente et sincère, la Révolution russe a le sens des responsabilités. Elle devient un guide sûr du prolétariat mondial. Elle lui donne tantôt des leçons d'héroïsme sans bornes, tantôt des leçons de stratégie révolutionnaire supérieure, forgée à la flamme des batailles de classes d'une ampleur sans précédent.

CHARLES RAPPOPORT.

Le travail et l'émancipation de la femme

Le travail de la femme, de même que le travail de l'homme, a subi au cours des âges des modifications amenées par les progrès successifs de la technique. Cependant, sans que cela soit une règle absolument invariable, on peut constater que la femme s'est surtout occupée des travaux qui assuraient la satisfaction des besoins matériels quotidiens alors que l'homme se livrait assez fréquemment à un labeur moins immédiatement nécessaire et plus susceptible de variété et d'agrément. Mais l'organisation du travail a toujours été sensiblement la même pour les deux sexes.

Sans remonter plus haut dans l'histoire que le Moyen Âge, nous trouvons l'homme dans son atelier, dans sa petite boutique particulière, alors que la femme, dans la pièce voisine, prépare la nourriture, file la laine et le lin pour les vêtements, assure la propreté du logis. C'est la période de l'histoire du travail, où le centre familial est l'unité économique de la société. Au fur et à mesure que se différencient les métiers, la tâche de la femme à la maison varie. A telle époque, elle ne fera plus le pain, le boulanger, pourvoira à l'approvisionnement ; le tisserand confectionnera les étoffes que revendra le marchand.

Les XVI^e et XVII^e siècles voient s'organiser le travail en commun dans les manufactures et aussitôt une nouvelle part du labeur de la femme dans la famille tombe.

Mais la manufacture nécessitant un nombre important d'ouvriers, la femme est appelée à prendre sa place dans les collectivités travailleuses.

Le XIX^e siècle multiplie les grandes industries, l'invention de la machine à vapeur permet la création de grands services sociaux, une nouvelle classe de femmes s'y trouve engagée ; parallèlement, les services collectifs interviennent dans la vie privée et le travail que la femme fournit hors de chez elle se trouve en partie compensé par l'aide qu'elle reçoit dans la tâche familiale. C'est ainsi par exemple, que les femmes, qui devaient aller à la fontaine parfois, comme le dit le vieux conteur « à une grande demi-lieue du logis », ont maintenant l'eau à leur portée. Ainsi, parce que la vapeur a permis l'or-

ganisation de grands services collectifs, elle a contribué à mêler davantage la femme à la vie sociale.

Instruits par les exemples du passé, nous sommes en droit de chercher quelle pourra être l'influence des nouveaux procédés de travail sur la vie des travailleurs et en particulier sur la vie du plus exploité des travailleurs : la femme.

Nous voyons se développer tous les jours les applications pratiques de l'électricité. Étudions quel pourra être l'effet de l'extension des services de l'électricité sur l'émancipation de la femme.

La question me semble devoir être examinée sous deux angles différents : 1^o l'électricité fournira-t-elle aux femmes de nouvelles carrières ; 2^o En quelle mesure interviendra-t-elle pour diminuer l'antique labeur familial des femmes ?

Que l'étude de l'électricité et de ses mille et une applications fournisse aux femmes un nouveau champ d'activité, cela paraît l'évidence même.

De toutes les sources d'énergie qui viennent aider au travail des humains, l'électricité est à la fois la plus souple et la plus subtile. Comme telle, elle ne requiert pas la force musculaire. Emprisonnée dans son enveloppe isolante de papier, de coton, de soie, elle va accomplir au loin avec précision telle œuvre déterminée. Mais plus que toute autre force, elle réclame pour être maniée du soin et de l'attention. Or, ces qualités, on peut les demander sans crainte aux femmes.

L'expérience d'ailleurs est là. Au temps de la guerre, la préparation de toutes les pièces délicates qui entrent dans la construction des appareils électriques fut un des premiers métiers que les femmes se soient assimilées. Quant à l'utilisation de la force électrique en action, les femmes y sont supérieures. Dans la seule administration des Postes il est reconnu que pour le téléphone, par exemple, les équipes féminines fournissent un meilleur travail que les équipes masculines.

Voyez encore nos tramways. Alors que l'on ne confiait pas volontiers aux femmes la conduite de plusieurs chevaux, on leur laisse parfaitement mener deux longs et lourds véhicules portant des dizaines de voyageurs. Droites, la main sur la poignée de leur manivelle, le regard attentif fixé en avant, les conductrices accomplissent leur tâche avec une aisance parfaite.

Ce n'est pas tout. Le jour où on facilitera aux femmes l'accès aux hautes études scientifiques, au lieu de les en écarter, il n'est pas douteux qu'elles n'apportent un appoint considérable au progrès de la théorie et des applications de l'électricité. Manœuvres habiles, elles savent aujourd'hui utiliser la force électrique ; savantes, elles contribueront demain à éten-

dre son rayonnement. Quel que soit d'ailleurs le travail auquel elles se livreront, ce travail leur apportera l'indépendance, base nécessaire de la véritable valeur individuelle.

L'électricité serait donc déjà pour la femme une libératrice par les nombreuses possibilités de travail qu'elle lui offre. Elle l'est encore davantage par le secours qu'elle lui apporte dans la vie familiale.

Depuis des siècles et des siècles, la femme est enchaînée, ligotée par l'armature de la famille. Elle a dû toujours regimber contre l'abrutissement du ménage auquel la loi de l'homme la contraignait, et nous trouvons assez souvent trace de ces luttes dans la littérature de tous les peuples.

Lisons Xénophon, qui donne des conseils à un jeune époux. Il l'engage à convaincre sa femme de la beauté des chaudrons bien astiqués et symétriquement rangés. Pour qu'un tel conseil soit donné, il fallait vraiment que les femmes athéniennes souhaitent habituellement, d'autres distractions artistiques que celle-là.

Consultons le Moyen Âge. La farce du Cuvier nous semble bien un écho des plaintes réitérées des femmes obligées pour les soins de la maisonnée « d'aller, venir, trotter, courir, etc. ». Pauvres ménagères, la force brutale a eu raison d'elles, et pour des siècles encore !

Si quelques femmes ont laissé dans l'histoire et dans la littérature une trace intéressante, c'est dans l'immense majorité des cas, parce qu'elles se trouvaient libérées par la fortune et pouvaient rejeter sur des domestiques le fardeau ménager.

Un autre fait est encore à noter. C'est que les progrès féministes sont en général plus sensibles dans les pays où l'organisation matérielle est à un stade avancé. L'Amérique du Nord, avec son extraordinaire développement mécanique, est un pays où la femme est bien plus respectée qu'en France, pays relativement arriéré pour l'organisation. La Norvège, qui dans l'Europe capitaliste tenait la tête pour l'émancipation de la femme, est aussi au premier rang pour le nombre de communications téléphoniques par tête d'habitant.

On objectera que l'Allemagne, pays fortement organisé, n'était pas féministe. Nous répondrons que pour l'Allemagne, un autre facteur anti-féministe entraînait en jeu : c'était le militarisme. Ce facteur est très puissant également en France, et les femmes françaises doivent au militarisme suraigu actuel ainsi qu'à la lenteur des progrès matériels d'être à l'arrière-ban de l'émancipation féminine dans le monde.

Ajoutons encore que, même en France, l'influence de l'organisation matérielle sur la condition des femmes se fait sentir

dans la différence de traitement de la femme à la ville et à la campagne. On trouve encore dans nos provinces l'habitude de la traiter en servante très inférieure. Je pourrais citer des endroits, dans le nord et dans le midi où la femme prend son repas debout à côté du fourneau, tandis que le mari et les enfants, où les invités s'il y en a, sont assis à table. A la ville, ces coutumes serviles ont disparu probablement, parce que sont plus répandus l'usage de l'eau sur l'évier, celui du gaz, etc., qui simplifiant la tâche de la mère, lui permettent de prendre place à côté des siens.

L'état actuel des sciences nous autorise aujourd'hui à considérer l'électricité comme une émancipatrice de la femme, parce qu'elle lui enlèvera une part énorme de la stupide et sans cesse renaissante besogne ménagère.

Les soucis de l'éclairage et du chauffage disparaîtront entièrement. Si l'on ajoute que l'électricité n'entraîne avec elle ni manipulation de matières premières, ni enlèvement de résidus, qu'elle ne cause aucune malpropreté, et que son utilisation fournit le maximum de régularité, on évalue — surtout quand on est femme et sans fortune — la masse de travaux dont sera libérée la ménagère de demain rien que pour ces deux branches du labeur familial : la lumière et le feu.

Les ingénieurs électriciens ont trouvé mieux encore. Il n'est pas de travail domestique qu'ils n'aient simplifié par des appareils spéciaux.

Le lavage de la vaisselle, le balayage et l'époussetage des locaux, le blanchissage et le repassage du linge atteignent à un degré d'automatisme qui supprime en grande partie le travail du ménage.

Je ne donnerai qu'un exemple des perfectionnements obtenus grâce à l'électricité : celui de la cuisson des aliments. Tout le monde a dans ses souvenirs l'image d'une femme — ménagère ou domestique — retenue longtemps devant les fourneaux, dans une atmosphère étouffante, pour préparer le repas, surveillant le rôti, la marmite de potage, les casseroles de légumes, etc.

Aujourd'hui, on construit des cuisinières électriques avec fours. Un appareil analogue à un réveil à sonnerie se déclanche à l'heure indiquée sur un cadran et le four se met à chauffer au moment voulu automatiquement.

Dans les cuisines populaires anglaises créées pendant la guerre, on a utilisé des fours électriques qui avaient l'immense avantage de ne dégager au dehors aucune chaleur et d'être d'une propreté parfaite.

On voit par ce seul exemple combien l'emploi de l'électri-

citée sera susceptible de libérer la femme d'une foule de soins tracassants et stupides quand de courant à bas prix ou gratuit permettra partout l'usage de ces nouveaux appareils.

Ainsi un peu plus de temps sera laissé à la femme et par cela même la possibilité de se cultiver, de songer davantage à ses intérêts et à ceux de ses enfants.

Il n'est pas de féministe sincère qui n'ait été touché de ce qu'a fait la Révolution russe pour la libération de la femme. Mais un doute pouvait s'élever sur la durée des réformes accomplies. Aujourd'hui, quand nous voyons les immenses travaux entrepris pour l'électrification de la Russie, nous ressentons une absolue confiance en l'avenir de nos camarades russes, parce que nous comprenons que le progrès matériel viendra appuyer le progrès moral, et en modifiant les conditions de la vie, empêcher que les servitudes d'antan se perpétuent.

Marthe BIGOT.

Le 3^e Congrès de la troisième Internationale

C'est le 22 juin que s'est ouvert, à Moscou, le III^e Congrès de l'Internationale communiste dont l'ordre du jour comportait :

1. Rapport du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.
2. La crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale Communiste.
3. La tactique de l'Internationale Communiste pendant la révolution.
4. Période de transition (revendications partielles, action partielle et lutte finale révolutionnaire).
5. La lutte contre Amsterdam.
6. Le Conseil International des Syndicats rouges et l'Internationale Communiste.
7. La structure organique des Partis Communistes, leurs méthodes et le contenu de leur travail.
8. La structure organique de l'Internationale Communiste et ses rapports avec les Partis adhérents.
9. La question orientale.
10. Le Parti Socialiste italien et l'Internationale Communiste

(appel du Parti Socialiste d'Italie contre la décision du Comité Exécutif).

11. Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne et l'Internationale Communiste (appel du Parti Communiste Unifié d'Allemagne contre la décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste).

12. Le mouvement des femmes.

13. Le mouvement des Jeunesses.

14. Election du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et détermination de son siège.

15. Coopératives.

16. Divers.

La première séance fut occupée par la réception des délégations, et par les discours de bienvenue. Le Congrès adopta une résolution adressée à tous les paysans, ouvriers et soldats de Russie.

Trotsky, à la deuxième séance, exposa son rapport sur la situation mondiale et le rôle de l'Internationale.

DISCOURS DE TROTSKI

Dans nos manifestes des 1^{er} et 2^e Congrès nous avons donné une caractéristique de la situation économique sans entrer néanmoins dans son examen et son analyse détaillée. Depuis lors il s'est produit certains changements dans le rapport des forces, changement impossible à nier. La question est seulement de savoir si nous avons affaire à un changement radical ou de caractère superficiel. Il faut constater que la bourgeoisie se sent aujourd'hui sinon plus forte qu'il y a un an, du moins plus forte qu'en 1919.

Les années d'après-guerre sont marquées par un essor encore inouï du mouvement révolutionnaire. En mars 1917 se produit le renversement du tsarisme en Russie, en mai 1917 se développe en Angleterre un mouvement gréviste, en novembre de la même année le prolétariat russe s'empare du pouvoir gouvernemental. Je ne dissimulerai pas que à cette époque la prise du pouvoir chez vous aussi, dans les autres pays d'Europe, nous sembla bien plus proche qu'elle n'est en réalité. En novembre 1918 se produit le renversement des monarchies allemande et austro-hongroise. Le mouvement gréviste embrasse une série de pays d'Occident. En mars 1919 la République Soviétique est proclamée en Hongrie. Depuis la fin de 1919 les Etats-Unis sont bouleversés par les grèves orageuses des métallurgistes, des mineurs et des cheminots. La France atteint l'apogée de sa tension politique en mai 1920. En Italie se développe en septembre 1920 un mouve-

ment du prolétariat pour prendre possession des usines. Le prolétariat tchèque en décembre 1920 recourt à la grève générale politique. Les ouvriers de l'Allemagne Centrale se soulèvent en mars 1921, et les mineurs anglais commencent leur grève gigantesque. En même temps l'année écoulée a été marquée par des défaites de la classe ouvrière. En août 1920 se termina malheureusement l'offensive de l'Armée Rouge sur Varsovie. En septembre le mouvement du prolétariat italien demeura sans résultat.

Néanmoins la question se pose à l'Internationale Communiste et à toute la classe ouvrière de savoir dans quelle mesure les relations politiques nouvelles entre la bourgeoisie et le prolétariat correspondent à la réalité du rapport des forces. Y a-t-il des raisons valables de croire que les secousses politiques et les luttes de classes feront place à une époque prolongée de restauration et de croissance du capitalisme ? Ne s'ensuit-il pas de là la nécessité de réviser le programme et la tactique de l'Internationale Communiste ?

Si on compare la récolte de 1920, avec la moyenne des cinq années précédant la guerre, on voit qu'elle n'est pas inférieure. Mais si on prend seulement l'Europe, la récolte de 1920 est de 120 millions de quintaux inférieure, l'Amérique fournissant au contraire un excédent équilibrant le déficit européen.

On peut en dire autant dans l'ensemble de l'élevage. Si on considère que la population de l'Europe a augmenté de 80 millions par rapport à celle d'avant-guerre, malgré les pertes colossales de cette période et que les stocks de blé ont diminué de 120 millions de quintaux, on voit se dessiner avec des contours frappants le fait de l'appauvrissement de l'humanité par rapport à la période précédente.

Si on prend les mines, le tableau est le même, mais encore plus net. La récolte mondiale de charbon en 1920 donne seulement 75 0/0 de 1913. Le déficit est de 18 0/0 pour l'Europe, tandis que l'Amérique augmente ses extractions de 13 0/0. Le fer et les autres branches principales d'industrie fournissent un tableau analogue.

Si nous entreprenons d'examiner la situation économique non plus du monde entier dans son ensemble, mais de tel ou tel pays particulier, l'appauvrissement résultant de la guerre ressort encore plus clairement. La richesse nationale de toutes les puissances belligérantes était pendant la guerre de 2.400.000.000.000 de marks en or et leur revenu national annuel de trois cent milliards. La guerre a anéanti, d'après les calculs d'économistes autorisés au moins la moitié de toute la richesse

nationale de ces Etats. Si l'on considère que la guerre n'a pu affecter qu'un tiers environ des revenus nationaux annuels, nous constatons le fait que la richesse nationale de pays belligérants avait diminué en 1919 d'un tiers au moins, et devait donc être évaluée à 1.600 milliards de marks or au maximum. Par contre, on constate une inflation extraordinaire du papier-monnaie. De 28 milliards de marks avant la guerre elle est montée à 300 milliards, soit plus du décuple. Cette dernière circonstance exprime que le revenu national a diminué dans une proportion moindre cependant que la richesse nationale. Par suite de l'exaspération jusqu'alors inouïe des antagonismes intérieurs à la société capitaliste, ce processus a pris l'apparence extérieure d'un enrichissement. L'Etat a lancé emprunt sur emprunt, inondant le marché de papier-monnaie destiné à combler les pertes matérielles qui ne sont que trop réelles.

Pendant ce temps les installations mécaniques s'usaient sans être renouvelées. Le capital fictif augmentait dans la même mesure où l'équipement matériel se détruisait. Le système de crédit devenait un moyen pour mobiliser la richesse nationale en vue de la guerre.

Ce qui caractérise le mieux ce processus d'appauvrissement, c'est l'acuité de la crise des logements, dans tous les pays participants à la guerre. Le bâtiment est une des branches les plus importantes de l'économie nationale, et il a été entièrement arrêté.

La situation économique actuelle de l'Allemagne est caractérisée avec assez de relief par les chiffres de Richard Calver dans son livre sur la faillite gouvernementale. Si la valeur des richesses matérielles produites en Allemagne en 1917 était évaluée à 11,3 millions d'unité de travail elle ne vaut plus maintenant que 4,8 millions, c'est-à-dire 42 0/0 d'avant-guerre. Dans le domaine de l'agriculture la récolte d'avant-guerre, 15 millions de tonnes, est réduite en 1919 à 6,6 et en 1920 à 5,2. Dans le domaine de l'élevage, Calver constate de même un empirement de moitié. La dette nationale de l'Allemagne a atteint 250 milliards de marks or. La quantité du papier-monnaie a augmenté plus de 16 fois, et la valeur réelle du mark ne dépasse pas 7 pfennigs d'avant-guerre. La richesse nationale, estimée avant la guerre à 225 milliards de marks or, est aujourd'hui réduite à 100. Le revenu national au lieu de 40 milliards, est estimé à 16, soit un appauvrissement de 60 0/0. L'Allemagne, déclare Calver, est aujourd'hui plus pauvre que vers 1895, au début de l'époque du « Sturm Und Drang » du capitalisme. L'obligation des soi-disant réparations, qui ne sont qu'une contribution

déguisée, coûte à l'Allemagne 2 milliards de marks or chaque année. C'est pourquoi il n'y a rien d'étonnant à ce que Calver constate l'impossibilité complète de ce pays de rétablir le rapport normal entre le mark or et les finances gouvernementales et qualifie la situation de l'Allemagne comme la banqueroute générale de l'Etat.

Il est infiniment plus difficile de parler de la France. C'est là que les chiffres sont les plus cachés, et les plus faux, quand par hasard on les fournit. Le revenu national de la France peut être estimé de la façon suivante. La quantité du bétail a diminué d'environ 5 millions de têtes, celle du froment de 24 millions de quintaux, celle du charbon de 16 millions de tonnes, et en tenant compte de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre, de 6 millions. La production de l'acier a diminué de plus de moitié. Le bilan commercial de la France est bien caractéristique. En 1919 et 1920 il s'est soldé par un passif de 37 milliards de francs. Il est vrai que dans le premier trimestre de 1921, ce bilan s'est amélioré. Les importations et les exportations se sont équilibrées mais, comme en témoigne le *Temps*, c'est uniquement grâce à une diminution des importations des matières et non point à une augmentation des exportations de produits manufacturés. La dette nationale a décuplé de 1913 à 1921. La quantité du papier-monnaie a augmenté de plus de 7 fois. Le déficit normal sans compter les dépenses dites de restauration, pour lesquelles les chances de paiement par l'Allemagne, nous sont déjà connues s'élèvent à 5 milliards et demi de francs. Rien d'étonnant à ce que M. Chéron dise d'une part que la France s'est changée en une énorme machine bureaucratique, incapable d'aucun travail et d'autre part que le seul moyen de canaliser l'inondation de papier est la banqueroute déclarée. La France est tout simplement l'Etat le plus parasitaire de l'Europe et du monde. Elle ne se maintient que par le pillage de l'Allemagne et des colonies. Dans ce pillage, l'Allemagne perd le double de ce qu'en retire la France.

L'Angleterre est celui de tous les Etats occidentaux qui a été le moins touché par la guerre. Si son agriculture s'est quelque peu améliorée, ce n'a été que provisoirement, grâce aux subsides extraordinaires du gouvernement. L'industrie minière, clé de voûte de la richesse anglaise, a diminué de 20 0/0 au cours des sept années de guerre. Le même phénomène se constate dans les aciéries. En 1921, le premier trimestre a déjà fourni une courbe descendante pour les extractions de charbon, et il est inutile de s'étendre sur la grandiose grève actuelle. Les exportations de charbon, article essentiel des relations extérieures de l'Angleterre, ont diminué de 75 0/0 pendant ces sept

années. Au cours des cinq premiers mois de 1921, elles atteignent seulement un sixième de celles d'avant-guerre. D'une façon générale le commerce extérieur est réduit d'un tiers.

En ce qui concerne la dette nationale du pays, elle a augmenté plus de 11 fois.

Enfin, le fait le plus caractéristique pour l'Angleterre qui perd, si elle ne l'a pas déjà perdue, son ancienne situation internationale dominante, c'est que la livre sterling dont le seul nom symbolisait la domination de la monnaie anglaise sur l'univers a perdu toute son auréole en faveur du dollar américain et par rapport à lui est tombée au début de ce mois à 24 0/0 de sa valeur réelle.

Par contre l'industrie américaine s'est développée. Aux Etats-Unis l'industrie minière a plus que décuplé. Les extractions de pétrole ont presque doublé. Les Etats-Unis détiennent aujourd'hui 45 0/0 du charbon mondial, 30 0/0 du tonnage mondial, 85 0/0 de la production d'automobiles. Tandis que pour l'ensemble du globe terrestre on a un moteur pour 100.000 habitants, l'Amérique en a un pour 12. Si avant la guerre l'exportation américaine était composée pour un tiers seulement de produits manufacturés et pour deux tiers de denrées alimentaires et de matières premières, après la guerre, cette proportion a été nettement modifiée et les produits manufacturés composent maintenant 60 0/0 de cette exportation. De pays d'exportation agricole, les Etats-Unis sont devenus un pays presque monopolistique d'exportation industrielle. De 1915 à 1920, les exportations ont dépassé les importations de 18 millions de dollars. Il n'est pas sans intérêt de remarquer les Etats-Unis, ayant 6 0/0 de la population du globe et 7 0/0 de sa superficie, possèdent 50 0/0 du zinc, 45 0/0 du charbon, 60 0/0 de l'aluminium, du cuivre et du coton ; 66 0/0 du pétrole, 70 0/0 du maïs, et 85 0/0 des automobiles. En même temps, la dette des Etats-Unis s'élève à 18 milliards de dollars et augmente chaque jour de 10 millions.

Ainsi l'Amérique, concentrant chez elle la moitié de l'or du globe, continue sans relâche à puiser dans les autres pays ce qui peut en rester. Nous avons déjà parlé de la situation internationale du dollar.

Le Japon donne le spectacle d'un progrès semblable. Lui aussi s'est servi de la guerre pour élargir son marché mondial, néanmoins son développement est incomparablement inférieur à celui des Etats-Unis. Il faut néanmoins remarquer que les extractions de charbon en Asie ont augmenté pendant la guerre de 36 %. Cet essor industriel a été accompagné au Japon d'une colossale multiplication de l'armée ouvrière, qui compte mainte-

nant 2.400.000 hommes, dont environ 12 % sont organisés en syndicats.

Quand on caractérise la situation mondiale, il faut reconnaître que l'essor et l'animation qui se sont remarqués dans l'industrie depuis le printemps 1919 n'ont été qu'une apparence trompeuse de prospérité nationale.

Le tournant survenu après quatre ans de guerre, la démobilisation, le passage de la guerre à la paix, avec la crise inévitable qui s'ensuit, le chaos et l'épuisement résultant de la guerre, ont fait place, semble-t-il, au bout de quelques mois, à un essor industriel. L'industrie a presque entièrement englobé les ouvriers démobilisés et, quoique les salaires soient dans l'ensemble très en retard sur la hausse des prix des objets de consommation, néanmoins ils ont augmenté aussi, donnant l'apparence d'un résultat économique obtenu. Voilà les circonstances favorables qui, en 1919 et 1920, ont allégé la période aiguë de liquidation de la guerre, déterminé un regain d'assurance de la bourgeoisie et posé la question de l'avènement d'une nouvelle époque de développement capitaliste. Or l'essor de 1919-1920 n'était pas du tout le début d'une restauration de l'économie capitaliste, mais au contraire la continuation de l'apparence de prospérité créée par la guerre. La guerre a enfanté un marché presque illimité pour les principales branches d'industrie qui, en outre, ont été défendues contre toute espèce de concurrence. La fabrication des moyens de production a été remplacée par la fabrication des instruments de destruction. Si, de cette façon, l'animation de la Bourse, la hausse des prix, le succès extraordinaire de la spéculation ont donné l'apparence d'une situation favorable en 1919-1920, l'état réel de l'industrie a prouvé, par contre, le caractère illusoire de cette prospérité.

Dans toute l'Europe Orientale, Occidentale et Sud-Orientale, nous assistons à la chute de l'industrie. En France, la vie continue par le pillage de l'Allemagne. En France c'est le marasme. Nous devons constater partout, en Europe, l'absence de conditions favorables à la production et, en Amérique, leur présence seulement partielle. La hausse des prix l'accroissement des bénéfices, une spéculation furieuse, la chute du change européen par rapport au dollars, tous ces signes caractéristiques de la spéculation sont visibles plus que partout en Allemagne. Cette situation favorable n'est qu'une vente aux enchères. Les deniers de la richesse nationale sont exportés à l'étranger à des prix dérisoires. La conséquence de cette prétendue prospérité économique a été une inondation de papier-monnaie et le transport du centre de gravité économique dans les Etats-Unis.

Mais, dans le domaine politique, la conséquence a été le salut provisoire des Etats capitalistes.

La crise grandissante a commencé précisément dans les pays où l'industrie semble la plus florissante. Le Japon et l'Amérique ont les premières été soumises à cette crise. La chute de la faculté d'achat de l'Europe, son endettement complet vis-à-vis des Etats-Unis, ont été la première cause extérieure de cette crise, le développement artificiel du Japon n'a pas pu durer longtemps. Le marché mondial s'est montré absolument désorganisé. Mais une question peut surgir : cette crise ne sera-t-elle pas remplacée par une époque nouvelle de prospérité industrielle, n'assisterons-nous pas à un renouveau organique, ne s'ensuivra-t-il pas, en même temps que la révolution sera remise pour de longues années ?

Cette liaison entre les périodes d'essor ou de chute et la révolution ne doit pas être considérée. Rappelez-vous la Russie d'après 1905. La défaite de la première révolution a coïncidé avec les années de crise industrielle, alors qu'au contraire les années 1908 à 1912 ont été marquées à la fois par un essor industriel et par un progrès du mouvement ouvrier qui suit la forme de grandes manifestations dans les rues à la veille même de la guerre mondiale.

Est-il permis alors, me dira-t-on, de considérer comme impossible une restauration de l'équilibre capitaliste ? Théoriquement parlant, la chose est possible. La situation actuelle ne s'est en rien modifiée depuis le premier et le second Congrès. Si, à cette époque, nous avions un but immédiat et une route y menant tout droit, aujourd'hui, après en avoir parcouru une partie, nous commençons à voir que cette route tantôt s'élève, tantôt s'abaisse, sans jamais abandonner la direction précédemment déterminée par nous. Il ne s'agit pas de ce qu'on peut affirmer théoriquement. Il s'agit de considérer les conditions réelles qui rendent effectivement impossible la restauration de l'équilibre capitaliste sur le globe terrestre.

Les opportunistes aiment se rapporter à la restauration automatique du développement capitaliste, et le fait est très caractéristique de ces gens. On dirait qu'il s'agit non pas de deux classes en lutte, mais d'un processus mécanique s'accomplissant hors de la volonté des masses, hors de toute dépendance du rapport politique entre ces classes. Ce mépris des opportunistes pour la volonté des masses est extrêmement significatif pour la tactique qu'ils mènent et qu'ils prêchent. C'est avouer qu'ils ne se rendent aucunement compte de l'exaspération colossale des antagonismes sociaux qui se produit à côté de la crise industrielle. Tandis que la production des richesses matérielles a

décru, la différenciation et la lutte des classes progressent à pas de géant. Elles progressent si rapidement que nous avons en face de nous non pas une classe ouvrière unique mais tout un ensemble de diverses catégories d'ouvriers. A côté de ceux qui ont été politiquement éduqués dans les traditions du mouvement ouvrier, nous avons l'énorme couche des ouvriers appelés à la vie par la guerre, parmi eux un nombre énorme de femmes, entrées depuis peu dans la carrière de la lutte de classe. A côté des couches ouvrières, montrant parfois une excessive prudence, nous avons des couches embrasées par l'idéal révolutionnaire et la soif de combat, mais ignorantes des conséquences.

D'autre part, la situation est profondément modifiée au sein de la bourgeoisie, tandis qu'à l'avant de la lutte politique dans les Etats bourgeois, nous voyons la bourgeoisie syndiquée, la petite-bourgeoisie non syndiquée est appauvrie relativement et absolument, se dégrade socialement et entre en opposition déclarée contre la bourgeoisie syndiquée.

Si le but immédiat de la guerre impérialiste a été de remplacer un grand nombre d'Etats nationaux par un seul Etat universel, il faut dire que les auteurs de la guerre ont manqué dans une large mesure leur but. La guerre a conduit précisément aux résultats contraires. Il s'est constitué en Europe une série de petits Etats, preuve que les géants impérialistes ont été impuissants à faire entre eux le partage de l'influence mondiale. De là, une série de crises politiques internationales incessantes. La France joue le rôle d'Etat directeur en Europe, se heurtant à chaque pas à la politique anglaise, dont les intérêts diffèrent de plus en plus des siens, surtout par rapport à l'Allemagne. Mais s'il est permis de parler quelque part d'automatisme, c'est exclusivement dans les rapports entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Aujourd'hui, deux ouvriers américains produisent autant que peuvent produire cinq ouvriers anglais. Aujourd'hui, 45 0/0 de tout le charbon du monde est entre les mains de l'Amérique ainsi que plus d'un tiers du pétrole. Pour ce dernier, la situation est moins simple. Autre chose est le pétrole dans sa prévision géologique et dans son existence réelle. Les économistes américains sonnent déjà l'alarme parce que, dans dix ans, les Etats-Unis seront sans pétrole et tous leurs transports automobiles, qui dépassent de six fois ceux du reste du globe, devront s'arrêter. Ajoutons à cela les dettes de l'Europe envers l'Amérique, les tendances, couronnées de succès, de cette dernière à concentrer entre les mains tous les câbles télégraphiques du monde, l'accroissement extraordinairement rapide de son tonnage, qui atteint déjà 30 % du ton-

nage mondial, on comprendra alors non seulement l'alliance politique de l'Angleterre et du Japon, mais encore toutes les conséquences de cette alliance. En 1924, la flotte américaine aura plus de tonnage que les flottes anglaises et japonaises réunies. Mais comme la Grande-Bretagne domine sur les mers et que le maître des mers est le maître du monde, il ne faut pas être un grand prophète pour prévoir que nous allons tout droit vers un conflit armé entre l'Angleterre et les Etats-Unis.

Trotsky conclut :

L'Internationale doit être à la tête des masses en lutte, elle formule de façon claire et distincte les mots d'ordre de combat, elle démasque constamment les mots d'ordre conciliateurs et transactionnels de la social-démocratie. Elle doit largement pratiquer la stratégie de la lutte de classe, apprendre à manœuvrer avec les diverses couches de la classe ouvrière, afin de les enrichir toutes de nouvelles méthodes de lutte, afin de constituer avec elles, au moment de la rencontre avec les forces adverses, une armée inébranlable. Chaque répit doit être utilisé par le Parti Communiste pour retirer des précédents combats toutes les leçons possibles, pour approfondir et élargir les antagonismes sociaux, pour les coordonner à l'échelle nationale ou internationale par un but et une action unique, pour triompher ainsi de tous les obstacles sur la route de la dictature et de la révolution sociale.

TROISIÈME SÉANCE

La discussion s'engage sur le rapport de Trotsky. Sachs et Seemann, du Parti Communiste ouvrier allemand, apportent quelques critiques à la thèse de Trotsky. Le capitalisme moderne, basé sur les bénéfices et non sur la production, peut toujours se reconstruire. D'autre part, le capitalisme devient un mélange complexe de nationalisme et d'internationalisme qui tend à briser les frontières.

Pogani prend ensuite la parole. Il note une contradiction dans les thèses de Trotsky, où il est dit, à un endroit, qu'une des causes principales de ce que la bourgeoisie a maintenu ses positions, c'est l'essor économique survenu après la guerre et, plus loin : « Le prolétariat défait dans la crise actuelle passera à l'offensive dans des conditions meilleures. »

Il continue :

« Nous voyons, pendant l'essor économique, les organisations ouvrières s'accroître dans toute l'Europe, se fortifier et s'unir en bataillons de choc. Nous voyons ensuite, pendant les crises

économiques, que le prolétariat ne se décourage point. Grâce même à la crise industrielle qui commence, les ouvriers de France, d'Allemagne, de Tchéco-Slovaquie se sont levés et ont constitué de puissants partis communistes. Ce n'est pas un hasard, que ces grands partis ne se soient pas formés pendant la crise. Je pense que les thèses sont fondées sur la future guerre mondiale, et non sur la crise économique actuelle. Je pense que cette crise n'apportera pas le calme. La bourgeoisie entreprendra tout pour écraser le prolétariat. Il faut constater le fait que la force joue actuellement le même rôle qu'elle jouait dans la période dite d'accumulation du capital, c'est-à-dire que la force joue dans la période de dissolution du capital le même rôle que dans celle de sa constitution.

« En Angleterre la grève des mineurs, en Allemagne l'insurrection ouvrière de mars, ne sont autre chose qu'un acte de défense contre les tentatives bourgeoises d'abaisser les salaires. La bourgeoisie a mis en œuvre contre le prolétariat tout le pouvoir dont elle dispose. Finalement, le parti communiste des masses allemandes a passé plus à gauche, est devenu plus révolutionnaire, une nouvelle aile gauche s'est constituée parmi les Indépendants. En Angleterre, la grève des mineurs a créé des conditions plus favorables pour la révolution et pour la formation d'un grand parti communiste. Nous pouvons constater les mêmes phénomènes au début et à la fin du capitalisme. A sa naissance, comme à sa mort, nous voyons le brigandage et le pillage. J'estime, camarades, qu'en analysant la situation économique mondiale, il faut prendre en considération les trois particularités suivantes : 1° L'offensive économique de la bourgeoisie sur tout le front ; 2° La défense du prolétariat contre cette attaque, d'où s'ensuit fatalement une lutte politique, et enfin, 3° L'emploi par la bourgeoisie du pouvoir gouvernemental réorganisé pendant la guerre contre le prolétariat. Il en résulte clairement qu'il doit se produire dans tous les Etats une époque de guerre civile. Il me semble donc qu'on n'a pas le droit de parler de la guerre mondiale ou de l'essor mondial, mais, au contraire, de la guerre civile et de la crise. Je propose de modifier le passage en question de la page 14 par l'amendement suivant :

« Grâce à la crise actuelle, le prolétariat est contraint d'occuper une position défensive. Il sera obligé de mener la lutte défensive. Cette lutte conduira naturellement à une lutte politique, contre laquelle la bourgeoisie emploiera de plus en plus le pouvoir gouvernemental. La crise économique nous présente une époque de lutte prolétarienne plus intense, de guerre civile. Si le prolétariat ne mène pas la lutte défensive

« avec l'enthousiasme offensif voulu, la bourgeoisie abaissera le niveau de vie de la classe ouvrière jusqu'à celui qui existait dans l'époque précédente du mouvement professionnel. »

Thalheimer (P. C. O. d'Allemagne) voudrait qu'on souligne dans les thèses le caractère particulier de la crise actuelle qui contient les germes d'une aggravation des conflits sociaux et des conflits impérialistes.

Clara Zetkin prend ensuite à parole, elle dit entre autres choses que :

« Nous ne devons pas compter sur un développement automatique du régime capitaliste. Nous devons, au contraire, accélérer les événements par des manifestations actives du prolétariat révolutionnaire. L'exemple de l'Autriche montre que l'appauvrissement et l'asservissement sans pareil des masses ouvrières ne suppriment pas leur passivité. Mais nous devons compter aussi avec des améliorations possibles. Nous ne devons cependant rien redouter de tout cela. Les partis communistes doivent mettre tous leurs efforts à venir à bout de la passivité des masses et à les rendre révolutionnaires, afin de les entraîner à la conquête du pouvoir politique ».

Roy prend la parole au nom des Indes.

Il étudie la politique que mènent l'Angleterre et l'Amérique. Il demande que le rôle des Colonies soit nettement indiqué dans les thèses.

Könen (Allemagne) trouve que les thèses regardent trop loin et ne parlent pas assez des conflits actuels.

CONCLUSIONS DE TROTSKY

Trotsky répond aux critiques des précédents orateurs. Il dit notamment :

« Après la guerre, la bourgeoisie est demeurée au gouvernail. A l'aide d'émissions, de rabais sur les denrées alimentaires, etc., elle a maintenu le pouvoir entre ses mains. Mais chaque marchandise que l'Allemagne jette sur le marché anglais, c'est un fragment du logis de l'ouvrier allemand. Il se produit ainsi une inévitable destruction de la richesse économique. Voilà le sens des thèses. »

En réponse à l'affirmation de Seemann, d'après laquelle des relations économiques avec la Russie Soviétiste peuvent consolider le capitalisme occidental, Trotsky déclare :

« Je pense que pour le moment aucun danger semblable n'existe. Le capitalisme international n'est pas encore en situation de chercher un refuge contre le prolétariat au sein de la Russie Soviétiste.

« Pogani trouve dans les thèses une contradiction. A un endroit, dit-il, il est établi que l'essor industriel a affaibli le mouvement révolutionnaire. Dans un autre, il est constaté que l'essor prochain sera incapable de retenir le mouvement révolutionnaire. L'essor dans le passé et dans l'avenir doit être estimé de façon différente, répond Trotsky. Ces périodes de prospérité doivent être dans leur contexte historique. La crise exaspérée a conduit les capitalistes à attaquer le prolétariat. Ce dernier se trouve en état de défense. Notre tâche consiste à approfondir cet état, à l'élargir politiquement jusqu'au point où il pourra conduire à la prise du pouvoir.

« Mais s'il arrive une amélioration ? Varga a déjà noté dans sa brochure les symptômes de cette amélioration prochaine. Il est vrai qu'elle ne s'avance pas tellement vite. Il ne dépend ni de nous ni de vous de la rapprocher ni de l'éloigner. Mais que doit être notre tactique, si cette amélioration arrive ? Voilà le sujet qui est traité dans les thèses. La différence entre la prospérité industrielle d'après-guerre et les circonstances actuelles consiste en ce qu'après la guerre les ouvriers étaient encore pleins d'illusions, dénués d'orientation nette et déterminée. Ils étaient peu conscients. La bourgeoisie, au prix de quelques sacrifices, avait créé pour elle un certain équilibre. Aujourd'hui, la misère a infiniment augmenté. Les partis communistes se sont signalés. Nécessairement, en outre, au moment même de la prospérité, le prolétariat se rappellera les souffrances qu'il a subies, les sacrifices qu'il a supportés.

« Quant au conflit anglo-américain, dont on vient de parler, il faut se souvenir que son éventualité n'est pas donnée dans les thèses comme quelque chose d'inévitable et qui doit se produire à une date fixe, mais à titre d'illustration de la situation internationale contemporaine.

« La révolution, continue Trotsky, possède trois lits : le premier est déterminé par l'équilibre social de l'Europe, surtout de l'Angleterre, à la suite de la position occupée par elle dans le monde ; le second est constitué par le développement fiévreux de l'Amérique, l'essor immense de son industrie, qui sera accompagné d'une énorme crise économique et de la révolution : le troisième sont les colonies qui, pendant la guerre, ont atteint un développement considérable et ont pris de l'influence sur les marchés. Les Indes possèdent un prolétariat arriéré, mais révolutionnaire. Dans ce pays où la classe paysanne se trouve sous le joug féodal, le seul espoir des masses paysannes repose sur le jeune prolétariat indigène. Le mouvement se produit dans ces trois lits d'une manière parallèle, avec influence réciproque de l'un sur l'autre ».

Trotsky fait la proposition concrète d'adopter comme base les thèses sur la situation économique mondiale et d'en remettre le détail à la Commission.

Le Congrès examine ensuite le mode de votation des thèses du rapport.

Radek présente deux propositions : 1° Adopter en principe les thèses de Trotsky comme n'ayant soulevé aucune objection fondamentale, et les remettre à la Commission pour rédaction et insertion des amendements proposés par Pogani ; 2° Rédiger un manifeste sur la crise mondiale et la tactique en résultant.

Presque toute la salle se prononce pour l'adoption des thèses de Trotsky à titre de base. Quelques mains se lèvent contre, parmi les groupes allemand et suisse.

La seconde proposition de Radek, sur la rédaction d'un manifeste, avec l'amendement de Trotsky, est acceptée à l'unanimité, ainsi que la proposition du Bureau de compléter la Commission des représentants de toutes les délégations qui n'ont pas encore les leurs.

(A suivre.)

Bibliographie

Georges BATAULT. — *Le problème juif*, in-16, 262 pages, Plon éditeur. Paris-1921

Le problème juif c'est l'ensemble des questions qui se rattachent à l'antisémitisme. L'auteur croit que l'antisémitisme est en train de renaître avec une vigueur qu'il n'avait jamais eue ; ce fait tiendrait, pour une grande partie, à la terreur qu'inspire le bolchevisme ; malheureusement, l'auteur paraît avoir été surtout renseigné par des Russes réfugiés qui sont peut-être souvent devenus, comme tous les émigrés, étrangers à leur pays. La révolution russe serait dirigée par des Juifs qui occuperaient les trois quarts des fonctions importantes et qui seraient défendus par des mercenaires chinois, lettons ou *apaches*. Le jour où la Russie serait libérée de ces tyrans, éclateraient de terribles pogroms ; les Juifs du monde entier, effrayés du danger qui menace leurs coreligionnaires, font des efforts pour consolider la République des Soviets, bien que ses principes leur soient le plus souvent odieux (p. 20-21).

En Allemagne, le spartakisme, qui fut assez difficilement dompté par les troupes de l'ancien régime, a terriblement ef-

frayé la population ; il était dirigé par des propagandistes en majorité juifs ; « la forte poussée anti-juive suscitée par cette tentative avortée lui survivra longtemps encore » (p. 32). Il me semble que la majorité des Juifs socialistes appartient plutôt au groupe modéré, comme Bernstein et Gradnauer, qu'aux imitateurs des bolcheviks.

« Si l'on voit l'antisémitisme se développer aujourd'hui dans des pays comme l'Italie, s'il commence à poindre en Suisse, c'est par opposition à la politique d'envahissement des tyrans juifs de la Russie bolcheviste, dont la propagande et les manœuvres secrètes tendent à propager dans le monde entier leur mouvement de destruction nationale et de dissolution sociale. » Ces quelques citations suffisent amplement pour démontrer que l'auteur a voulu écrire moins un livre de science que des contes destinés à la joie des directeurs du quai d'Orsay.

Le sionisme ne me paraît pas avoir été bien apprécié par l'auteur qui le croit issu du réveil des nationalités ; il me paraît plutôt se rattacher aux discussions qui ont eu lieu au cours du XIX^e siècle sur le pouvoir temporel des papes. Les catholiques ont soutenu qu'ils avaient besoin d'avoir à Rome un centre de culture théologique où se préparassent librement les décisions pontificales ; les sionistes voudraient créer à Jérusalem un centre d'où la pensée juive pût s'étendre sur le monde entier. Grâce à l'esprit de tolérance qui est général en Italie, il a été assez facile de donner satisfaction à la papauté, sans que l'autorité de l'Etat italien ait été compromise ; il paraît possible de donner aux Juifs sionistes toutes les facilités dont ils ont besoin à Jérusalem sous la haute protection d'un vice-roi anglais.

Les traités de paix contiennent des clauses promettant aux Juifs, si longtemps persécutés, qu'ils jouiraient de garanties dans les pays de l'Europe orientale. Il n'est pas facile d'organiser le respect d'un tel système, mais un grand pas serait fait dans le sens de son application, si on reconnaissait à la Synagogue de Jérusalem le droit d'agir comme un Etat souverain, ayant des conseils chargés de dénoncer à la Société des Nations les abus de l'antisémitisme. Un tel programme est assez modeste, il pourrait se réaliser pour le plus grand avantage de populations dont le sort est souvent plus malheureux que n'était celui de nos juiveries françaises au Moyen Age.

Georges SOREL.

Le Gérant : CH. RAPPOPORT

Imp. de la Sté M^{me} d'Edition, 95, rue Oberkampf, Paris

Michel CERKEZ



NOUS apprenons avec douleur la mort subite, à Bellevue, de notre ami Michel CERKEZ, un des premiers Avocats Roumains, membre du Parti Communiste.

Michel CERKEZ nous a aidés efficacement à fonder la **Revue Communiste**. Ce fut une nature noble et ardente qui sacrifia tout à la cause communiste. Dans notre prochain numéro, nous donnerons quelques détails sur la vie de cet homme d'une rare intelligence et d'un dévouement sans bornes à la cause prolétarienne.

Nous exprimons ici, nos condoléances profondes à toute sa famille frappée d'un deuil si cruel.

LA RÉDACTION.

L'Internationale Communiste

*Organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste
paraît en 4 langues (russe, français, allemand et anglais)*

Pétrograd, Smolny, 58

Rédaction : Cabinet de Zinowiev

SOUSCRIVEZ DES AUJOURD'HUI

à la Collection complète

DE LA « REVUE COMMUNISTE »

PREMIÈRE ANNÉE. TOME I-II

N^{os} 1-12

Les deux volumes forment une source de documentation communiste inestimable et sans précédent, pour tous les militants, les sociologues...
Tous ceux qui sont avides

D'APPRENDRE

y trouveront matière
à enseignement.

*Malheureusement, nous ne disposons que d'un
nombre restreint de collections.*

Envoyez-nous SANS TARDER votre souscription.

Prix de la collection de 12 fascicules non reliés :
25 francs. — Franco 26 fr. 50

1 collection, reliure élégante, 2 forts volumes in-8° :
38 francs. — Franco 40 francs

Vient de paraître

La Révolution Mondiale

par CHARLES RAPPOPORT

Introduction de l'auteur. — Production et Socialisme. — Où sont les responsabilités. — La psychose nationaliste et la paix mondiale. — Qu'est-ce qu'une Révolution? — Recrutement et Révolution. — Sommes-nous prêts? — Guerre et Révolution. — Les forces révolutionnaires. — La guerre a-t-elle augmenté les chances de la victoire socialiste. — Conditions favorables au socialisme. — Les cataplasmes réformistes et la guerre mondiale. — Comment se fera la Révolution sociale. — La guerre comme argument pour le socialisme. — Conditions techniques et conditions humaines. — Révolution et réformes. — Le verbalisme réformiste. — Les deux méthodes. — La Révolution allemande. — La méthode diplomatique. — Vers la Troisième. — Le miracle bolchevik. — La victoire de la réaction capitaliste. — La sottise nationaliste. — La hêtise au pouvoir. — Le père de la victoire à la Pyrrhus et ses enfants. — Un état d'esprit inquiétant. — La vraie question. — Nouvelle ère? Non. Nouvelle méthode? Oui. — Une société en déliquescence. — Où est le parti socialiste. — Reconstructeurs-Destructeurs. — La folie intégrale. — Le Congrès de Strasbourg. — En écoutant M. Kerensky. — Il y a or et or. — Oui, il y a complot. — D'où vient l'audace de M. Millerand? — La République bourgeoise est née le 4 septembre d'une dictature. — Diplomatie et Révolution. — L'adhésion oblige. — Dictature de trahison et de bêtise. — Syndicalisme et Révolution. — La Participation économique. — Socialisme et Syndicalisme. — Révolution et bonnes manières. — Les ennemis de la Révolution. — Unité et discipline. — Les masses et les chefs. — Propagande. — Les Martiens de l'opportunisme.

Prix : 4 fr. 50, Franco : 5 francs.

Adresser demandes et mandats à Ch. RAPPOPORT, 17, rue Grange-Batelière.